

REGARD

regard.ro

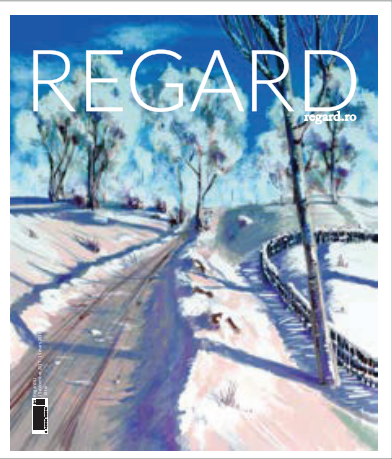
81 Regard 81
15 décembre 2017 - 15 mars 2018
18 lei



Peut-être

Après la mort du roi Mihai qui s'est éteint le 5 décembre dernier à l'âge de 96 ans, le temps est resté suspendu. Et peut-être que dans son départ, le monarque dit des choses aux Roumains, une dernière fois. Comme une suite à son discours du 25 octobre 2011 prononcé devant le Parlement, peut-être leur dit-il de prendre le temps de la réflexion et de regarder le chemin parcouru depuis la chute du régime communiste. Que si le monde va vite et demande d'aller toujours plus vite, il est bon de ne pas oublier d'où l'on vient, qui l'on est. Peut-être leur dit-il de rester fermes face aux attaques à l'état de droit, de ne faire aucun compromis. Et que les nouvelles générations sauront créer des relations plus équilibrées, plus mûres entre les différentes institutions du pays. À ceux qui n'ont pas encore su se retirer avec dignité, peut-être leur dit-il qu'ils devraient désormais s'occuper davantage de leurs enfants et petits-enfants afin de laisser la place à d'autres. Peut-être dit-il aux Roumains de respecter davantage leur voisin quel qu'il soit, au quotidien, que l'harmonie au sein d'une société commence par une simple attention, un simple sourire. Et qu'il y a des règles à respecter, même si la liberté demeurera l'une des valeurs fondamentales du pays. Peut-être leur dit-il de prendre davantage soin des plus faibles, de ceux qui n'ont pas pu ou pas su prendre le train de la modernité. Tout en cultivant leur esprit créatif et leur formidable talent d'adaptation. De ne pas se replier sur eux-mêmes mais de regarder vers l'Europe, cette grande maison qui les a accueillis il y a déjà dix ans et a aujourd'hui besoin d'eux pour réparer quelques fissures. Peut-être leur dit-il qu'après un siècle de vie, la Roumanie doit être fière de son histoire, que tous les peuples ont connu des moments sombres, tous les peuples ont souffert, tous les peuples ont leurs démons.

L+CL



Dessin de couverture : Georgian Constantin

RENCONTRE

Alexander Seger, Conseil de l'Europe (cybercriminalité) / 5

SOCIÉTÉ

Appel à l'air / 12

Bucarest, capitale électronique / 20

Entretien avec Alin Teodorescu (institut IMAS) / 44

GRAND REPORTAGE

Dans les bureaux de la DNA / 48

HORS FRONTIÈRES

Qui sont les Hongrois ? / 76

La piste bulgare / 79

**DANS LES MOMENTS QUI COMPTENT,
QUELLES QUE SOIENT LES CONDITIONS
HIVERNALES, MICHELIN EST À VOS CÔTÉS.**

www.michelin.fr





L'œil net

Propos recueillis par Laurent Couderc

Photos : Mihai Barbu

Où en est-on dans la lutte contre les crimes perpétrés via Internet ou cybercriminalité ? Qui s'en occupe et comment ? Réponses depuis Bucarest où le Conseil de l'Europe a établi son bureau international pour combattre ce fléau grandissant. Situé à la maison des Nations Unies, il est dirigé depuis 2014 par l'Allemand Alexander Seger, également Secrétaire exécutif du Comité de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (Strasbourg).

Regard : Pourquoi la cybercriminalité est-elle sous la responsabilité du Conseil de l'Europe ?

Alexander Seger : Le Conseil de l'Europe est d'abord une organisation qui promeut les Droits de l'homme, l'état de droit et la démocratie entre ses 47 pays membres. Et il se trouve que la cybercriminalité est directement liée à tous ces domaines. Le vol de données numériques ou les infractions relevées lors d'un vote électronique, par exemple, sont des atteintes aux Droits de l'homme, et donc des attaques contre les objectifs du Conseil de l'Europe. On a commencé à s'intéresser au phénomène à partir de la fin des années 1980. Mais ce n'est qu'en 2001, avec la Convention de Budapest *, que la lutte contre la cybercriminalité s'est organisée au niveau international, avec des moyens d'enquête. Des pays comme les États-Unis, le Canada ou le Japon ont dès le début participé aux négociations, bien que la Convention reste un traité du

Conseil de l'Europe. Le problème est que les technologies de l'information touchent maintenant la sécurité nationale et d'autres intérêts fondamentaux des États. Trouver un consensus est difficile, et cela reste compliqué. Dans les années 1990, les Nations Unies avaient déjà essayé d'établir un traité concernant la cybercriminalité, mais cela n'a pas abouti. Ceci étant, l'ONU travaille toujours sur le sujet, et il y a un accord global sur le renforcement des capacités et de la législation. La meilleure chose à propos de la Convention de Budapest est qu'elle est en place et fonctionne.

Comment le bureau de la lutte contre la cybercriminalité du Conseil de l'Europe a-t-il atterri à Bucarest ?

Il y a depuis un certain temps un consensus sur le besoin de renforcer les capacités de lutte contre la cybercriminalité qui a été confirmé en 2013 à Vienne, suite à une conférence entre plus de cent pays. À ce

moment-là, la Roumanie était déjà très active dans le domaine. Le gouvernement de l'époque a alors proposé d'accueillir à Bucarest un bureau du Conseil de l'Europe pour le renforcement des capacités en matière de cybercriminalité. Ce fut chose faite après l'accord des pays membres et du Parlement roumain. Le bureau a démarré ses activités en avril 2014. Il y a bien sûr d'autres structures d'Europol ou d'Interpol dans le monde qui s'occupent de cybercriminalité, mais Bucarest est le seul bureau spécialisé dans le renforcement des capacités contre la cybercriminalité.

La renommée des *hackers* roumains a-t-elle joué un rôle dans ce choix ?

Pas vraiment, il s'agit surtout de législation et d'une expérience spécifique. En 2004, quand la Roumanie a signé la Convention de Budapest, son catalogue de lois pour lutter contre la cybercriminalité était déjà très similaire aux directives de la Convention. Le Conseil de l'Europe a

* La Convention sur la cybercriminalité, ou Convention de Budapest, est le premier traité international contre les crimes informatiques. Son but est d'harmoniser les lois nationales, d'améliorer les techniques d'enquête et la coopération entre les États. Aujourd'hui, 55 pays ont ratifié la Convention.

alors pensé que la Roumanie était un bon modèle pour d'autres pays, mieux que les pays de l'Ouest, dont la législation est plus complexe et difficile à adapter. Par ailleurs, ici les procureurs étaient déjà très impliqués. Mon adjoint actuel, Virgil Spiridon, a mis en place dès 2004 l'unité contre la cybercriminalité en Roumanie. La dynamique entre législation, procureurs et police fonctionnait. Bucarest a donc été choisie après presque dix ans de coopération.

Y a-t-il ici des experts en informatique qui travaillent avec vous pour contrer les cyberattaques ?

Il s'agit d'un mélange d'expertise, mais nous nous occupons moins des questions informatiques que des questions de législation et d'enquête. Bien que récemment nous ayons publié un guide sur les preuves électroniques, et comment établir un « computer forensic laboratory ». Nous faisons aussi de la formation un peu partout dans le monde auprès des polices nationales, en nous aidant de cours qui existent déjà notamment à Europol, au European cybercrime center EC3. Pour la formation des juges et des procureurs, nous avons développé nous-mêmes nos cours et les adaptons en fonction des législations nationales. En général, nous collaborons avec des académies spécialisées, et nous formons aussi des formateurs pour que cet enseignement se poursuive dans la durée.

Qu'en est-il de la prise de conscience des politiques et des populations concernant cette cybercriminalité toujours plus complexe ?

Ceux qui travaillent dans le domaine de la cybercriminalité ont longtemps été frustrés de voir que des pays qui avaient signé la Convention de Budapest ne la mettaient pas en œuvre en adaptant leur législation nationale. Cela n'a jamais été la priorité des parlementaires, sauf dans quelques États suite à des attaques de grande ampleur, comme ce fut le cas en 2007 en Estonie. Ce pays est probablement

le plus avancé au monde dans l'utilisation des outils numériques, toutes sortes de démarches administratives ou commerciales peuvent s'effectuer en ligne. Il est donc très dépendant des technologies de l'information. En mai 2007, suite à un désaccord après le déplacement d'un monument à la gloire de l'armée soviétique à Tallinn, des cyberattaques ont été lancées contre l'Estonie, ce qui a complètement paralysé le pays pendant plusieurs jours. Ce fut un premier signal, il y a eu une vraie prise de conscience globale à ce moment-là parce que cet événement a fait la Une des journaux.

Il y a une grande confusion entre les activités des services de renseignement et la justice pénale. La justice pénale concerne des enquêtes spécifiques suite à des actes criminels. Il ne s'agit pas de rassembler le plus de données possibles sur une certaine partie de la population. »

Mais le problème reste entier. Aujourd'hui encore, quand il s'agit de renforcer le pouvoir de la police, de perquisitionner du matériel informatique ou d'intercepter des télécommunications, il y a beaucoup de réticences. Les articles de la Convention de Budapest sur le renforcement des moyens d'enquête ont retardé le processus dans plusieurs États signataires.

Ces derniers mois, l'utilisation des réseaux informatiques à des fins politiques ou malveillantes ont toutefois refait la Une des journaux à plusieurs reprises...

Oui, mais le problème est complexe et large. Arriver à un consensus mondial ne concerne pas seulement les politiques. Les grands agrégateurs comme Facebook, Google ou Microsoft peuvent aider à la localisation d'une malversation informatique en donnant l'adresse IP (Internet Protocol, ndlr) qui est la base du système d'acheminement des messages sur Internet. Mais sans nécessairement informer sur le contenu. Or, pour commencer une enquête, la police a besoin

de renseignements sur l'individu qui a créé cette adresse. Si les grands groupes américains collaborent en général très bien avec les autorités policières des États parties de la Convention de Budapest, ce n'est pas le cas dans tous les pays, où certains fournisseurs de services seront beaucoup plus réticents à travailler avec les autorités. Depuis juin dernier, après y avoir longtemps réfléchi, nous travaillons à la rédaction d'un nouveau protocole pour renforcer la coopération judiciaire au niveau des preuves électroniques, mais aussi la coopération avec les fournisseurs de services informatiques, où qu'ils soient.

Ce qui est difficile à négocier. Un fournisseur acceptera difficilement que les autorités d'un pays étranger viennent lui demander des informations.

Arrivera-t-on à un nouveau consensus plus ferme dans un avenir relativement proche ?

Difficile à dire. En 2013, au moment de la conférence à Vienne, les politiques étaient très conscients qu'il fallait faire quelque chose, il y avait des cyberattaques tous les jours. Mais début juin de la même année, l'affaire Snowden * a éclaté, le contexte international n'était alors plus du tout favorable, l'ingérence des États dans les systèmes de télécommunications était fustigée par tout le monde. Or, il y a une grande confusion entre les activités des services de renseignement et la justice pénale. La justice pénale concerne des enquêtes spécifiques suite à des actes criminels, qui est derrière cette adresse IP, etc. Il ne s'agit pas de rassembler le plus de données possibles sur une certaine partie de la population. Ce qui a été critiqué par Snowden,



et à mon sens il a raison sur beaucoup d'aspects, c'est l'activité des services de renseignement. Mais pas l'ensemble des forces de l'ordre et des garants de la justice pénale. Pour revenir à votre question, la lutte contre la cybercriminalité restera soumise à ce genre de contexte international, c'est pourquoi il est difficile de percevoir un consensus sur ses attributions à court ou moyen terme.

Quelle est l'ampleur de ce que l'on appelle le « dark web », cet Internet de l'ombre qui serait notamment utilisé par les criminels et terroristes ?

Le « dark net » existe, et il permet effectivement de nombreux trafics,

d'armes, de drogues, etc. On peut parfaitement y acheter n'importe quel service criminel, comme par exemple lancer une cyberattaque contre son concurrent, ou infecter via un virus un grand nombre d'ordinateurs. Il y a même des services après-vente si vous n'êtes pas satisfait. Évidemment, nous nous intéressons au « dark net », notamment quand il s'agit d'enquêter sur des produits financiers criminels qui utilisent souvent les cryptomonnaies comme le Bitcoin. Il y a d'ailleurs quelques enquêtes qui ont abouti, on a réussi à retrouver la trace d'argent sale.

Un krach financier mondial d'origine cybercriminelle est-il possible ?

Difficile de vous répondre, tout est imaginable. Mais votre question me fait plutôt penser à ces algorithmes qui produisent eux-mêmes de fausses informations, des algorithmes qui ne sont plus sous contrôle et créent des réactions en chaîne. Cela s'est déjà produit il y a quelques années, provoquant la chute de l'action en bourse d'une société. Et d'une certaine façon, c'est aussi ce qui s'est passé il y a dix ans avec la crise des subprimes. On a perdu le contrôle de réactions en chaîne. De la même manière, si on laisse des algorithmes se développer sans contrôle ou sous contrôle criminel, tout peut arriver.

* Le 6 juin 2013, Edward Joseph Snowden, informaticien américain ayant travaillé pour la CIA et la National Security Agency (NSA), devient mondialement célèbre en révélant aux médias (notamment *The Guardian* et *The Washington Post*) des informations classées top secrètes de la NSA concernant plusieurs programmes de surveillance de masse américains et britanniques. Inculpé d'espionnage par les États-Unis, il vit aujourd'hui en Russie où il a obtenu le droit d'asile.



Photographie de Daniel Păun, 14 ans. Pour la deuxième année consécutive, treize enfants de l'Association Valentina ont participé à un workshop photo piloté par deux professionnels (Dana et Andrei) de l'ANAV (Asociația Națională pentru Arte Vizuale Contemporane). Deux expositions ont suivi de novembre à décembre, l'une à l'Institut français de Bucarest, l'autre à l'espace culturel Gallery. Une expérience rendue possible grâce au soutien du Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France. Pour plus d'informations, contactez Gabriela Gheorghe (gabriela.gheorghe@valentina-romania.ro).

Vues sur l'autre

En 2014, selon le Conseil de l'Europe, la minorité rom était la plus vaste minorité ethnique de l'Union européenne, forte de 10 à 12 millions de personnes. Sur ce total, 621 600 vivent officiellement en Roumanie, selon le dernier recensement de 2011. Mais d'après une estimation plus récente de la Banque mondiale, il y aurait environ 1 500 000 Roms roumains. Une enquête de l'association Pro Democrația, réalisée en 2013 auprès d'un échantillon représentatif d'un millier de personnes, révèle que 11% des Roumains qualifient les Roms de voleurs, 6% de paresseux, 36% de délinquants, 6% de marginaux, et 5% de trop nombreux. Néanmoins, 43% des Roumains estiment avoir de bonnes relations avec les Roms de leur quartier, et 49% les acceptent comme voisins. Une autre étude sur les minorités et la discrimination menée par Bruxelles, en 2016, montre qu'au niveau européen, 80% des Roms vivent en dessous du seuil de pauvreté, un Rom sur trois habite un logement sans eau courante, tandis que 41% d'entre eux se disent discriminés. Le sujet est complexe et il est souvent traité de façon partielle. Qu'en disent les experts ?

Propos recueillis par Ioana Lazăr

Ciprian Necula,
sociologue, professeur associé à l'École nationale
d'études politiques et administratives (SNSPA) :

« En Roumanie, bon nombre de Roms préfèrent toujours cacher leur appartenance ethnique, traumatisés par cinq siècles d'esclavage et les déportations du temps du régime fasciste d'Antonescu. Il convient pourtant de préciser que la majorité des Roumains d'origine rom sont des citoyens banals, parfaitement insérés et du coup, invisibles. Même s'il est vrai qu'ils habitent plutôt leurs propres quartiers, que cela soit en ville ou à la campagne. (...) D'autre part, il est difficile de les caractériser, il y a seize groupes différents de Roms roumains. Or, pour l'insertion de certains d'entre eux, il faudrait mettre en place des programmes adaptés aux problèmes spécifiques de chaque communauté. L'éducation est évidemment primordiale, d'autant que nombre d'entre eux, que ce soit en milieu urbain ou rural, sont illettrés. Et je pense surtout aux jeunes générations, puisque les personnes âgées ont été forcées par les communistes de se rendre à l'école et du coup, ils savent lire et écrire. Ceci étant, il faut avoir les moyens pour suivre une scolarité. Et en Roumanie, pour bénéficier d'un contrat de travail, il faut un diplôme d'études, même pour faire les chambres dans un hôtel. C'est la raison pour laquelle bon nombre de Roms n'arrivent pas à se faire embaucher. »

Viorel Achim,
historien, chercheur à l'Institut d'histoire Nicolae Iorga :

« La plupart des Roumains font figure de grands perdants de cette période de transition économique et sociale à laquelle nous assistons depuis plus de vingt ans. Ils ne cessent de voir diminuer leurs revenus, leur pouvoir d'achat et leur statut social. Et pour les Roms, cette transition est encore plus dure, déjà que la chute du communisme les a surpris en position de vulnérabilité. Ensuite, cette nouvelle structure sociale privilégiant la formation professionnelle et les compétences ne convient pas aux Roms qui ont un retard historique difficile à rattraper. Pour rappel, il est prouvé que la détérioration économique influence le degré de criminalité. On ne saurait donc se déclarer surpris par des statistiques qui révèlent un nombre de délinquants roms supérieur à la moyenne. Mais encore une fois, cette criminalité est plutôt l'apanage de l'actuelle période de transition. Il n'existe pas de criminalité pour ainsi dire historique chez les Roms de Roumanie. »

Ruxandra Sersa, psychologue :

« Il y a dans notre mental collectif un fort besoin de trouver un bouc émissaire pour justifier nos propres échecs. Il nous faut quelqu'un qu'on puisse montrer du doigt et dire que c'est de sa faute, que c'est lui le coupable. Les Roumains ont une relation bizarre d'attraction-rejet vis-à-vis des Roms : d'une part, on les déteste et on les tient pour responsables de la mauvaise image que l'Occident s'est faite de nous, de l'autre on est attiré par leur désinvolture et leur frénésie. (...) L'âge psychologique de notre

peuple est celui de l'enfance. À l'instar des gamins, les Roumains sont plutôt méfiants, timides, et en même temps désireux d'expérimenter et de profiter pleinement de la liberté en l'absence de toute contrainte. De leur côté, les Tziganes sont eux aussi enfantins et préfèrent s'amuser plutôt que de se soumettre aux rigueurs de la société. Un Roumain ou un Rom va regarder vers l'autre en l'accusant de ternir l'image de lui-même, qui, soi-disant, serait autrement impeccable. »

Vintilă Mihăilescu,
anthropologue, professeur universitaire et directeur du
département de sociologie de l'École nationale d'études
politiques et administratives (SNSPA) :

« Associés au nomadisme, souvent à tort puisque cela fait longtemps qu'ils ne sont plus nomades, tandis que certains ne l'ont jamais été, les Roms incarnent la figure de l'autre par excellence, un autre qui nous fascine tout en nous faisant peur. On continue, de nos jours encore, à projeter sur eux cette image romantique de l'amour passionnel et de la liberté de mouvement, de la danse et de la musique qui coexiste, pourtant, avec ce qu'il y a de pire. À leur tour, les Tziganes considèrent les non Roms comme des « gadjos », c'est-à-dire des étrangers. Or, les étrangers sont inférieurs et du coup, ils méritent d'être arnaqués et exploités. C'est leur façon à eux de répondre à une marginalisation séculaire. (...) Quoique réunis au sein de plusieurs groupes fortement différenciés les uns des autres, les Roms se caractérisent pour la plupart par leur adhésion à une culture issue des banlieues en contradiction avec le reste de la société. À mon sens, si on veut vraiment faire bouger les choses, on devrait commencer par comprendre effectivement le phénomène. Ce serait, dans le cas contraire, comme essayer de vendre des produits de charcuterie de plus en plus sophistiqués à des végétariens convaincus. »

Nicoleta Bițu,
présidente de la Fédération démocrate des Roms (FeDeR) :

« En Roumanie, la majorité des politiques d'insertion sociale à l'intention des Roms ont été mises en place sous la pression extérieure du Conseil de l'Europe, de l'UE ou de l'OTAN afin de répondre à leurs critères d'adhésion. Les responsables politiques roumains ne s'en préoccupent guère, même s'ils expriment leur volonté d'intégrer davantage nos communautés. Ce qui m'inquiète est que de plus en plus de pays, la Pologne, la République tchèque, la Hongrie ou encore la Slovaquie adoptent un discours agressif contre les Roms. À la différence d'autres minorités, nous n'avons pas d'État national à même de nous défendre. On manque aussi d'une mobilisation réelle de nos propres leaders dont certains sont, avouons-le, incompétents. (...) Chez les Roumains, on constate un racisme plutôt passif-agressif envers les Roms. Ils n'ont rien contre nous à condition que nous n'envahissions pas leur espace. Ceci dit, en tant que Roumaine d'origine rom, je suis lasse de devoir prouver en permanence mon éducation et mon intégrité. »

D'ici 2021, Timișoara déploiera son titre de Capitale européenne de la culture.
La ville pourrait-elle aussi devenir la capitale de la pollution ?
Certains habitants le craignent et espèrent que les autorités réagiront à temps
pour limiter les conséquences d'un malaise environnemental grandissant.

Appel à l'air

Texte et photo : Aline Fontaine

Ces derniers temps, Timișoara s'illustre par un triste record : le plus fort taux de voitures en Roumanie. « Actuellement, plus de 160 000 véhicules sont immatriculés dans la ville, et 140 000 autres y transitent chaque année. À cela, si on rajoute les voitures des habitants des autres départements, nous finirons par avoir plus de voitures que d'habitants », déplore Dan Diaconu, vice-maire.

Comme la ville n'a pas été conçue pour gérer une telle circulation, les embouteillages se multiplient et les chauffeurs vont jusqu'à improviser des places de parking sur les pistes cyclables ou sur certains espaces verts.

Cet afflux menace la qualité de l'air. « Chaque jour, je parcours le même trajet à vélo pour me rendre au travail, et je sens que l'air est de plus en plus pollué. Ce n'est pas très scientifique, mais je ne suis pas le seul à l'avoir remarqué », note Mihai Cojocaru, initiateur du groupe civique « Timișoara durable ».

Les inquiétudes des habitants sont d'autant plus fortes que parmi tous ces véhicules, plusieurs milliers arrivent d'Europe de l'Ouest et sont revendus d'occasion, peu importe leur ancienneté. « Le gouvernement a commis une grave erreur en retirant la taxe sur l'environnement. Beaucoup de voitures échappent à tout contrôle », alerte le vice-maire.

Selon l'Agence pour la protection de l'environnement du département de Timiș, le trafic routier a devancé les usines au rang de principal émetteur de PM10. Ces particules en suspension, dont le diamètre est inférieur à 10 µ, peuvent provoquer des maladies cardio-vasculaires et respiratoires, ou des cancers pulmonaires. « Vers 2010, nous avons eu plusieurs années de non-conformité, ce qui a valu à Timișoara d'être placée en procédure de "pre-infringement" par la Commission européenne. Ceci dit, les valeurs que nous mesurons aujourd'hui sont meilleures », rassure Doina Marin, directrice de l'agence.

D'après la loi roumaine, la santé humaine est en danger à partir du moment où les concentrations de PM10 dépassent la moyenne quotidienne de 50 µg/m3 plus de 35 fois par an. « En 2016, trois

des cinq stations placées dans Timișoara ont relevé des valeurs supérieures, la TM-1, 10 fois, la TM-2, deux fois, la TM-5, 23 fois, mais aucune n'a cumulé 35 excès », précise Doina Marin.

Si ces chiffres relativisent les risques sanitaires du trafic routier, les pneumologues disent recevoir de plus en plus de patients atteints de maladies respiratoires... « Parce qu'ils sont plus conscients de leur santé ou parce qu'ils sont davantage touchés ? Difficile de répondre », nuance Dorin Vancea, chef du service de pneumologie de l'hôpital Victor Babeș. L'année dernière, une doctorante a recensé un nombre de broncho-pneumopathies chroniques obstructives plus important dans le département qu'ailleurs dans

La pollution dégagée par le diesel notamment produit un déséquilibre dans notre métabolisme entre oxydants et anti-oxydants, et diminue notre résistance à des maladies comme la pneumonie ou le cancer. »

le pays. « La cigarette est responsable, mais plusieurs facteurs sont propres à Timișoara. La ville est construite sur des marécages et les allergies dues à l'ambrosie se développent. Beaucoup de personnes habitent dans les sous-sols et souffrent de l'humidité. Mais l'automobile reste le problème numéro un. La pollution dégagée par le diesel notamment produit un déséquilibre dans notre métabolisme entre oxydants et anti-oxydants, et diminue notre résistance à des maladies comme la pneumonie ou le cancer », poursuit le médecin.

Des mesures fiables ?

Un signal d'alerte relayé par plusieurs citoyens qui commencent à douter de la sincérité des autorités. « Le ministère de l'Environnement a créé un site Internet sur lequel on peut suivre en direct la qualité de l'air. Il arrive souvent qu'à Timișoara, les valeurs de PM10 ne soient pas communiquées pendant plusieurs heures, a remarqué Răzvan Anghelescu, co-fondateur du groupe « Nous voulons un air propre ». Il n'est pas exclu que les autorités

Performance

Une entreprise efficace est une entreprise qui utilise les technologies numériques

Solutions numériques flexibles

Business Wi-Fi

L'infrastructure sans fil la plus en avance pour les équipements, employés et clients toujours connectés.

Réinvente ton entreprise.
orange.ro/business-wifi

Vous rapprocher de l'essentiel
orange



cessent de communiquer les indices quand ils deviennent trop mauvais. J'essaie actuellement de récupérer les données quotidiennes de ces deux dernières années afin de voir si une corrélation existe entre interruption et augmentation des indices. »

Les interrogations de Răzvan portent aussi sur le relevé des PM2,5, encore plus nocives que les PM10. « Une seule station les mesure à Timișoara, et elle n'a pas transmis de valeurs pendant quatre mois en 2016 », s'indigne-t-il.

Conscientes que l'atmosphère de la ville se détériore, les collectivités cherchent des solutions. Première étape : la fluidification du trafic et la fermeture des six anneaux de circulation de la ville.

Ainsi, des chantiers prennent place pour élargir les grandes artères. Mais l'association des paysagistes reproche à la mairie son manque de vision. « Sur l'une des routes qui mène à un grand centre commercial, ils ont rogné sur l'espace-tampon entre la chaussée et le trottoir, réservé aux espaces verts, et ont supprimé les châtaigniers et les tilleuls qui avaient un rôle important dans la purification de l'air. Les feuilles de ces arbres ont une partie poreuse qui absorbe les particules et la poussière et les retient. Ils les ont remplacés par des magnolias qui ont une fonction décorative mais non régulatrice », regrette Raluca Rusu, vice-présidente de l'association.

« Ailleurs, la mairie a fait couper des arbres matures alors qu'elle n'en avait pas l'autorisation. Elle a reçu des amendes de la Garde

nationale pour l'environnement, mais le mal était fait. C'est vrai, la ville compte beaucoup de parcs, mais cela ne suffit pas. Les espaces verts ne nous protégeront que s'ils sont pensés dans leur ensemble », rajoute Rebecca Bedeleau, jeune paysagiste.

Une question les taraude : tous ces aménagements ne vont-ils pas attirer davantage de véhicules et de pollution ? La municipalité a sa réponse... « Bien sûr, nous voulons remplacer les voitures par les transports alternatifs, mais cela va prendre du temps et nous devons trouver un équilibre pour chaque étape. Partout où nous refaisons une rue, nous incluons une piste cyclable et d'ici 2020, nous allons renouveler une première partie des transports publics », précise le vice-maire de Timișoara. D'ici 2030, la ville prévoit d'investir entre 539,2 et 785,5 millions d'euros dans son plan de mobilité urbaine durable.

« En plaçant la circulation des voitures au cœur des priorités, on dépollue juste le présent. Résoudre les embouteillages n'est qu'une solution à court terme. Nous reproduisons les erreurs commises par les grandes villes d'Europe de l'Ouest dans les années 1970, alors que la plupart ont désormais trouvé des solutions. Pourquoi ne nous en aspirons-nous pas ? », se demande Mihai Cojocaru, du groupe « Timișoara durable ».

En 2016, ce jeune de 27 ans a passé une semaine aux côtés du maire de Timișoara, après avoir remporté un concours intitulé « Timișoara, capitale verte de la mobilité en Roumanie ». Son projet : repenser dès maintenant l'aménagement urbain.

« Les tramways et les voitures circulent souvent sur la même voie, donc les transports en commun ne présentent aucun avantage. J'ai proposé de relier un long boulevard de la sortie de la ville, aujourd'hui réservé aux voitures, à une ligne de tram, et de découper l'espace ainsi : le trottoir, un espace vert, une voie de circulation pour les voitures, une voie pour le tramway puis la même chose de l'autre côté. Les premiers mois, la mairie pourrait commencer par faire fonctionner la ligne de tramway sur une tranche horaire bien précise, communiquée aux habitants. Puis, si nous remarquons qu'ils optent plutôt pour le tramway, multiplier les tranches horaires et étendre la période test, pérenniser la ligne

et développer la même idée ailleurs, se souvient-il, enthousiaste. Mais le maire m'a répondu qu'il avait sa propre stratégie. »

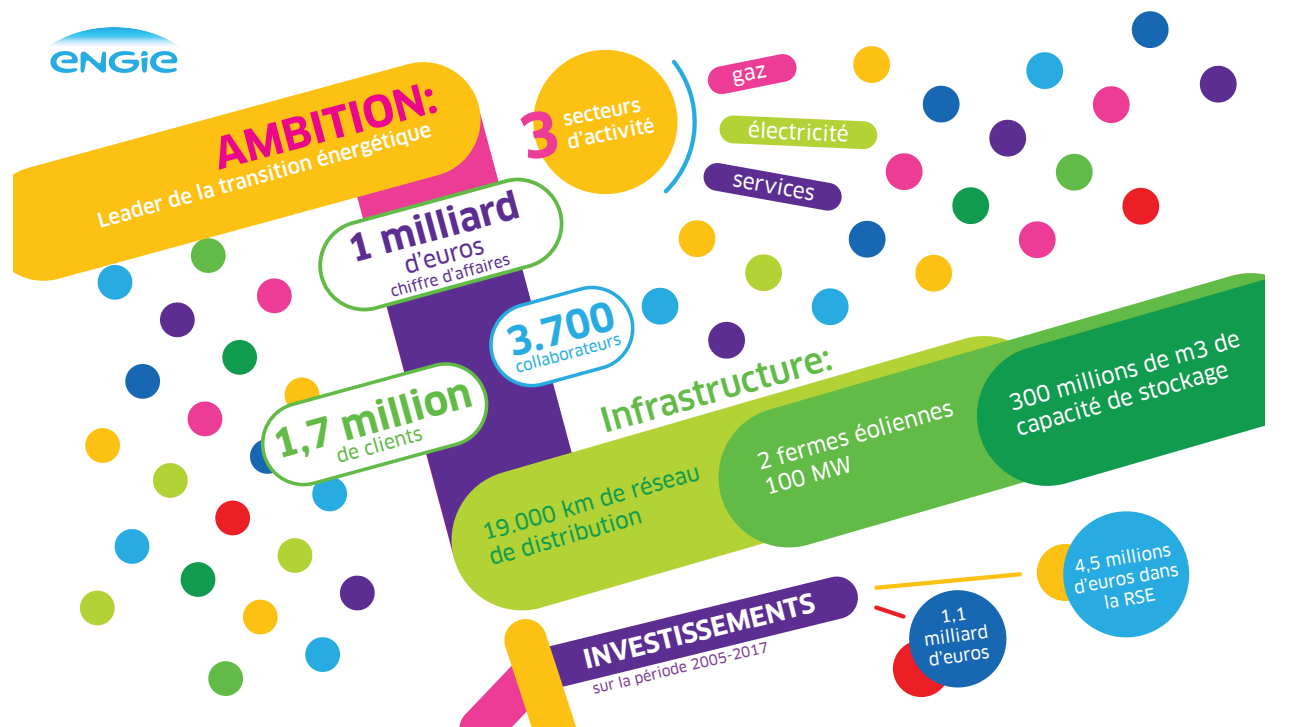
« On aura de bons résultats seulement si on applique les bonnes pratiques. On a forcé les gens à acheter une voiture à cause du manque de transports en commun. Il est temps de leur donner le choix, pour le bien de leurs enfants et de leurs poumons », lance Mihai. Il espère rassembler dans les prochains mois suffisamment d'experts en urbanisme durable pour renforcer sa vision d'une Timișoara durable et la faire accepter par les autorités.

L'autre pollution olfactive

À certaines heures de la journée, une odeur de caoutchouc brûlé envahit les rues des quartiers Nord-est de Timișoara. Quelque 25 000 habitants s'en plaignent et n'osent parfois plus ouvrir leurs fenêtres. L'usine Continental, située à quelques mètres de distance des premières maisons, dégage cette odeur. Depuis 2000, elle y a fabriqué 200 millions de pneus. « Nous avons saisi la Garde nationale pour l'environnement, qui répète ne pas pouvoir intervenir sur cette gêne olfactive faute de cadre législatif. Pourtant, notre corps, lui, rejette cette odeur. Nous ne savons pas si elle est toxique, mais il serait bien de prévenir d'éventuelles complications. De

plus, la Constitution nous garantit le droit à un environnement équilibré », explique Adrian Stoica, un des voisins de l'usine. Il n'en veut pas à Continental Anvelope, qui emploie 2500 personnes sur ce site, mais aux différentes autorités, car aucune n'est intervenue. « En regardant autour de nous, nous avons réalisé que d'autres Roumains se plaignaient de mauvaises odeurs, à Iași ou à Oradea, à cause de fermes d'animaux, près d'Hunedoara aussi, où 700 personnes ont signé une pétition contre les odeurs émises par une usine de farine protéinée, complète Rodica Militaru, habitante de Timișoara. Elle a d'ailleurs saisi les membres

du parti Union Sauvez la Roumanie (USR) sur la question. Depuis l'été dernier, la Commission pour l'environnement du Parlement planche toutefois sur un projet de loi définissant la pollution olfactive. « L'idée est d'introduire dans la loi roumaine la possibilité d'utiliser des outils d'olfactométrie dynamique qui existent déjà au niveau européen. Ils ont la capacité d'identifier l'intensité d'une odeur et d'alerter quand cette dernière dépasse un certain seuil de tolérance. Nous comptons aussi établir un programme de sanctions pour les structures qui ne respecteraient pas ce niveau », décrit le député USR Cornel Zaina.



Qui sont les sans domicile fixe (SDF) à Bucarest ? Comment survivent-ils, quelle est leur situation ? Entretien avec Ciprian Voicilă, sociologue au Musée du paysan roumain et auteur du livre : *Les adultes de la rue. 15 biographies sans domicile* (éditions Martor, 2016).



Seuls dehors

Propos recueillis par Valentina Budur

Regard : Que sait-on officiellement sur les SDF ?

Ciprian Voicilă : Il y a deux ans, lorsque j'ai démarré mes recherches, je n'ai trouvé aucune étude détaillée sur ce type de personnes. Les données disponibles étaient obsolètes, seules des statistiques de 2010 indiquaient que Bucarest comptait environ 5000 SDF. Et c'était tout. Fin 2016, les statistiques d'une seule association, Samusocial Roumanie, faisaient état de 4000 personnes sans-abri dans la capitale.

Les SDF sont souvent stigmatisés, les Roumains ont tendance à penser qu'ils font automatiquement partie d'un réseau mafieux, qu'ils vivent de la charité ou qu'ils sont accros à la drogue. Mais qui sont-ils véritablement ? Comment se sont-ils retrouvé sans abri ?

Selon l'association Samusocial, la première cause de décrochage social est le divorce ou le conflit familial. La deuxième : la perte d'emploi. La troisième : l'incapacité de payer son loyer ou ses charges. Au cours de mon étude, j'ai aussi rencontré des sans-abri qui avaient tout perdu suite à un accident du travail, ou bien s'étaient retrouvé seuls après que plusieurs membres de leur famille aient été tués dans un accident de la route. Autre situation très fréquente, celle des anciens ouvriers de l'époque communiste, des gens très qualifiés qui étaient serruriers, mécaniciens, et dont les métiers ont disparu. Une autre catégorie très large est celle des personnes escroquées par leur propre famille. Enfin, certaines personnes âgées s'inscrivent dans la catégorie des SDF dits chroniques qui sont dans la rue depuis de longues années. Quant aux femmes sans-abri, elles sont visiblement et statistiquement moins nombreuses que les hommes. Selon le Samusocial, la plupart proviennent d'orphelinats ou de familles vivant dans la rue, notamment à la périphérie de Bucarest. Malgré l'aide des ONG, quand elles tombent enceintes, elles ont des enfants condamnés eux aussi à une vie dans la rue.

Quels sont leurs défis au quotidien ?

Une bonne partie de ces SDF travaillent au noir, car ils n'ont pas de papiers d'identité. Et vu que la plupart n'ont pas fait trop d'études, ou pas du tout, ils ne trouvent que des petits boulots en tant qu'éboueurs ou agents d'entretien. Les patrons tardent à les payer,

ou ne les paient pas, et ils se retrouvent rapidement dans l'impossibilité de couvrir leur loyer. D'autres essaient de vendre n'importe quel type d'objet : bouteilles en plastique, ferraille, objets en cuivre, livres... À Bucarest, près de Piața Unirii, des soi-disant patrons, souvent agressifs, ont pris l'habitude d'arriver vers 6 heures du matin pour emmener des sans-abri à la périphérie de la ville et les faire travailler. Quant aux plus âgés, ils ont du mal à se faire embaucher, ils attendent de toucher leur retraite, une somme dérisoire qui leur suffira à peine pour survivre au jour le jour.

La dépression est un mot qui revient souvent dans votre livre. Est-ce un état spécifique des adultes sans domicile fixe ?

Effectivement, la plupart ont traversé une période de dépression. Seuls ceux ayant une forte motivation intérieure réussissent à la surmonter. La plupart tombent dans l'alcoolisme et leur état se dégrade. Par ailleurs, il n'est pas rare de voir d'anciens SDF retourner périodiquement au centre social qu'ils avaient l'habitude de fréquenter. Ils restent en quelque sorte dépendants du psychologue ou de l'assistant social qui les a aidés à sortir de l'impasse par une aide concrète, de l'argent, des vêtements...

En plus des traumatismes survenus dans leur vie, ces individus sont constamment menacés par le froid, la violence, la discrimination... Comment survivent-ils ?

Un vieil homme qui a vécu environ 25 ans dans la rue m'a raconté combien il était difficile de survivre à l'époque communiste, et comment les choses avaient changé grâce aux ONG et aux associations, notamment celles appartenant à divers cultes religieux. Elles leur offrent de la nourriture, de l'assistance médicale, des vêtements. Elles les aident à se procurer des papiers d'identité, elles couvrent les examens médicaux nécessaires à l'embauche, elles les assistent psychologiquement.

Alors pourquoi sont-ils si peu nombreux, de 5 à 10%, à surmonter leur condition ?

En premier lieu parce que l'État roumain se limite à accorder des services d'urgence. La municipalité de Bucarest, par exemple, n'a créé que très peu de

centres d'hébergement spécifiques. Leur capacité est limitée à 300 places. De plus, en hiver, on accueille toutes les catégories de SDF sans faire de distinction, alcooliques, anciens détenus, etc. Cela provoque évidemment de nombreux conflits, ils n'y restent donc pas très longtemps. C'est à l'État de penser à une solution sur le long terme, de s'occuper de leur

réinsertion sociale et professionnelle. Il faut imaginer un parcours, depuis leur récupération dans la rue jusqu'à leur reconversion professionnelle, sans oublier la création d'institutions. C'est à l'État d'imaginer des postes pour ces personnes, et aux entreprises d'être plus tolérantes vis-à-vis de ces adultes sans domicile fixe.

Extrait du texte « Stratégie nationale visant l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté pour la période 2015 -2020 » :

« Il n'existe aucune évaluation rigoureuse de la situation des personnes sans-abri en Roumanie, à part les quelques données disponibles suite au recensement de la population de 2011 et d'autres études antérieures. La plupart des personnes sans-abri (90%) se trouvent dans des chefs-lieux de département et les grandes villes (un tiers des SDF vivent à Bucarest). Plus des trois quart des personnes sans-abri sont des hommes adultes âgés de 25 à 64 ans. Ce qui est inquiétant est qu'un SDF sur 10 soit un enfant. (...) Seules 1542 personnes ont été répertoriées comme SDF dans le cadre du recensement de 2011, alors que même les estimations antérieures les plus optimistes faisaient état au moins du triple (selon les données rapportés en 2008 par les autorités locales au ministère du Développement régional). D'autres études révèlent un nombre dix fois plus élevé que les chiffres du recensement. »



KPMG
cutting through complexity™

KPMG Enterprise

KPMG Entreprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact
Jacqueline Laye, Director
Email: jlaye@kpmg.com

LA CHRONIQUE d'Isabelle Wesselingh

journaliste à
l'Agence France-Presse

Comme une impression de « déjà vu »

En février 2017, il y a moins d'un an, plus d'un demi-million de Roumains descendaient dans les rues malgré des températures glaciales pour protester contre la tentative du gouvernement de « saper » la législation anti-corruption. Adopté tard un mardi soir et par surprise, le décret d'urgence 13 aurait permis à des hommes politiques d'échapper à des poursuites en cas d'abus de pouvoir si le préjudice n'excédait pas 44 000 euros. Une mise à l'abri qui passait mal dans un pays où le salaire moyen net a atteint péniblement cette année 490 euros mensuels. Les États-Unis et l'Europe avaient eux aussi condamné, Bruxelles rappelant que les mesures nouvelles « *doivent faire progresser la lutte anti-corruption et non la défaire* ». Cette mobilisation des Roumains d'une ampleur sans précédent depuis la chute du communisme en 1989, débuta grâce à une poignée de citoyens vigilants qui lancèrent l'alerte quelques heures après l'adoption du décret en catimini. Le décret controversé fut finalement abrogé et nombre de commentateurs étrangers se dirent que l'exécutif et le Parlement y réfléchiraient à deux fois avant de relancer le débat sur les lois contre la corruption.

Moins d'un an plus tard, à l'heure où *Regard* part sous presse, des milliers de Roumains sont à nouveau dans les rues dans le froid. Leur inquiétude ? Voir un ensemble de lois sur la justice être adopté en procédure accélérée par le Parlement et miner la lutte anti-corruption. Le procureur général Augustin Lazăr s'est inquiété de textes visant à « *ôter aux procureurs leur indépendance* » pour les soumettre au ministère de la Justice, c'est-à-dire à des intérêts politiques. Cela nuirait à l'État de droit et à l'exercice d'une « *justice honnête et impartiale* », a-t-il mis en garde. De nouveau la discussion se porte selon des procédures décriées. De nouveau les États-Unis et l'Europe s'inquiètent pour l'État de droit. De nouveau les manifestants

doivent braver le froid, utiliser leur énergie à lutter pour préserver l'indépendance d'un Parquet anti-corruption devenu l'une des institutions les plus respectées des citoyens.

Avec une impression de « déjà vu ». En dix ans, les manœuvres d'une partie de la classe politique pour miner les lois ayant permis d'intensifier la lutte contre l'abus de biens publics ont été quasi incessantes. Dans des conditions parfois rocambolesques comme lors de ce qui fut surnommé par la presse roumaine le « mardi noir » en décembre 2013, quand une commission parlementaire réunie en secret, dans la nuit, réussit à mettre sur pied une super immunité pour les hommes politiques tout en prônant une amnistie pour nombre d'entre eux poursuivis pour corruption ou abus de biens sociaux. La vigilance d'une poignée de journalistes coupa court au projet déclenchant une vague d'indignation. Et des mises en garde de l'UE, des États-Unis tombèrent, comme lors de précédentes tentatives, au fil d'amendements introduits en dernière minute, de projets de loi proposés par des députés, sans concertation, de décrets adoptés en urgence par divers gouvernements...

« *Impossible d'être tranquille longtemps sur le sujet de la lutte anti-corruption* », me confie une amie qui « fatigue » de cette vigilance permanente et voudrait mettre ses forces à créer plutôt qu'à devoir préserver. « *Dès qu'une institution fonctionne, les gouvernants tentent de la défaire quelques mois plus tard* », me dit un enseignant. Cette impression « d'insécurité juridique » récurrente mine les énergies et la confiance. La vigilance citoyenne est un des piliers de l'État de droit. Mais il en existe un autre nommé « prévisibilité de la loi » que le Conseil d'État français définit ainsi : « *Les normes édictées ne doivent pas être soumises dans le temps à des variations trop fréquentes ni imprévisibles.* »

Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



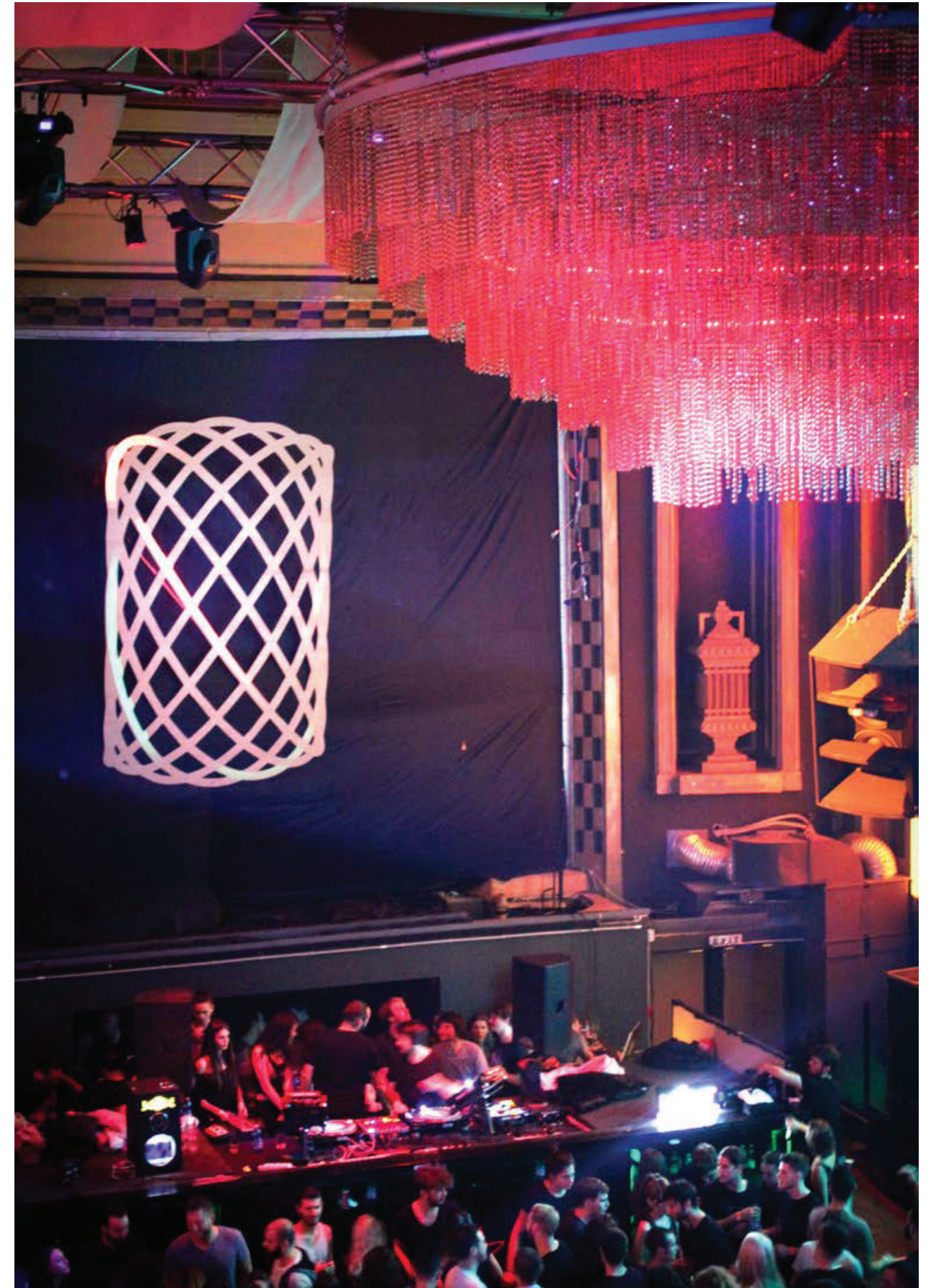
Texte et photos : Marine Leduc

Bucarest, capitale électronique

De Londres à Paris, la « Rominimale » ou « micro roumaine » fait de plus en plus d'adeptes dans les clubs et hangars improvisés. Née à Bucarest il y a une dizaine d'années, cette musique électronique répétitive inspirée de la minimale allemande a réussi à cultiver ses propres particularités. De la figure du DJ au magasin de vinyles, c'est tout un monde musical et une façon de faire la fête qui rendent les nuits bucarestoises si spéciales.

Installé dans un ancien cinéma, le Kristal est l'un des plus grands clubs de Bucarest. Cette nuit-là, il accueille un événement organisé par Sunrise avec les DJs Ricardo Villalobos, Arapu et surtout Rares, le grand nom de la minimale roumaine.

Sunrise organise également le festival *Sunwaves*, qui a lieu depuis plusieurs années à Mamaia. Le point fort du *Sunwaves* est d'avoir misé sur les artistes locaux. Ils sont désormais des milliers à venir de toute l'Europe pour voir ceux qui créent le fameux « son roumain ».





Société

Raesh, en plein set. Il est considéré comme l'un des initiateurs du mouvement avec les DJs Rhadoo et Petre Ispirescu.

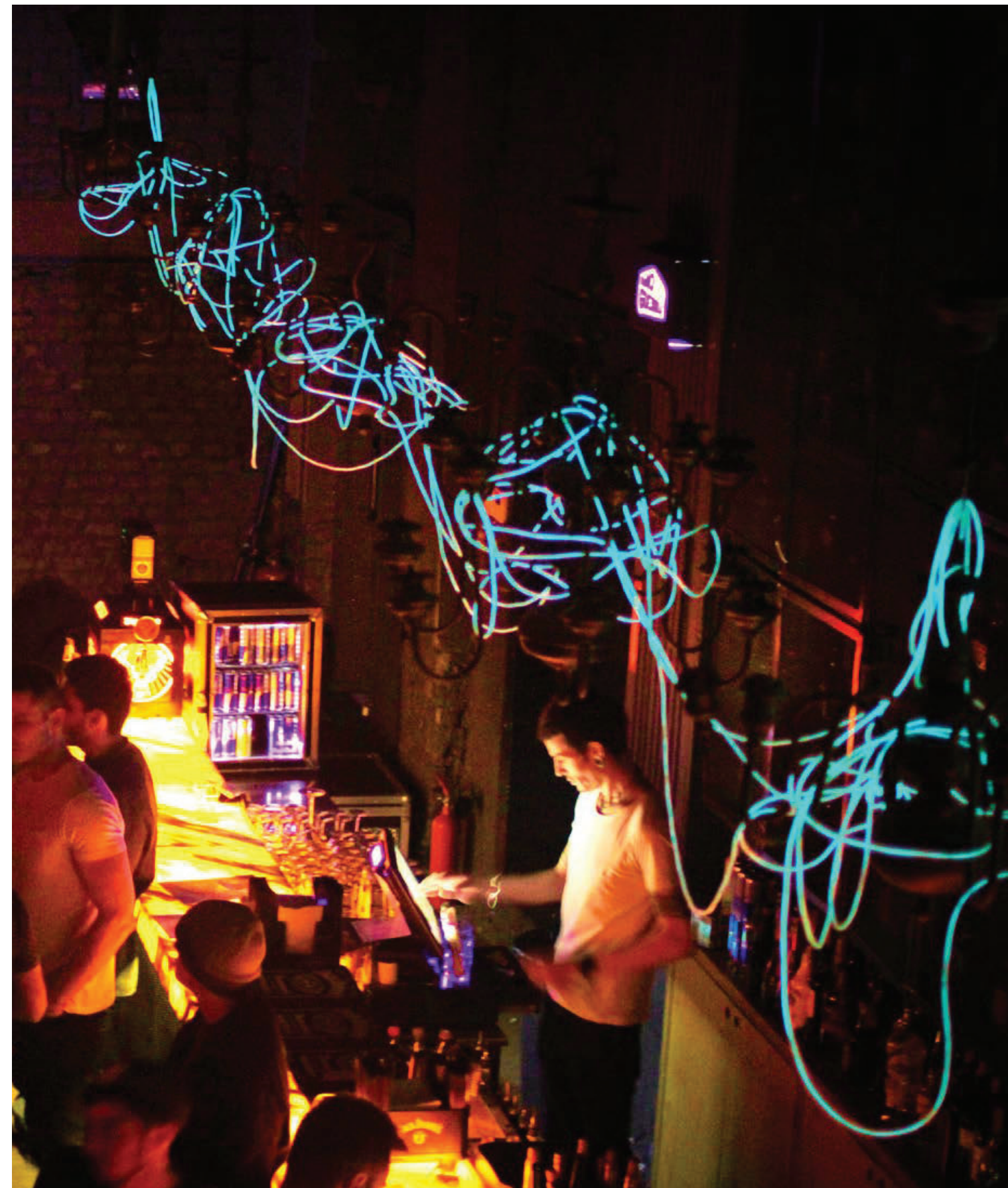
Après avoir fondé leur label [a:rpia:r] en 2007, ils ont commencé à jouer hors des frontières et à exporter un style qui fait désormais leur renommée internationale.

En plus des DJs, les VJs (video-jockey) tels COTE, l'un des VJs roumains les plus en vogue, créent l'animation visuelle en temps réel et en synchronisation avec la musique.



La Sala Berlin du Control Club était un ancien restaurant qui accueillait les étrangers sous la période communiste. Le Control, Club Eden et GuestHouse sont les principaux clubs de Bucarest à promouvoir l'électro roumaine. Sur la photo, Dilettante est aux platines. Ce jeune DJ a été invité par Bipolar, une agence qui organise des soirées électro. Ce soir-là, il partage l'affiche avec Markus Nikolai du label Perlon, l'un des pionniers de la minimale allemande.

Fondé en 2013, Bipolar a pour mission de promouvoir ces nouveaux DJs et de créer des événements qui mêlent musiciens locaux et internationaux. Pour les fondateurs de Bipolar, les Bucarestois ont un véritable engouement pour leurs DJs, plus que pour ceux qui viennent de l'étranger. Un « côté patriote » qui aurait permis à ces artistes d'asseoir leur notoriété.





Au Tête-à-tête, un bar situé dans le parc Herăstrău, les DJs jouent dans une atmosphère plus intime. Pour Bipolar, qui y organise également des soirées, les personnes qui assistent aux live de leurs DJs fétiches sont très exigeantes : « Le public de Bucarest est pointilleux, on n'a pas le droit à l'erreur. La musique et le sound system doivent être exceptionnels. (...) Un bon nombre de DJs, comme Barac ou Cristi Cons, ont une formation poussée en musique, explique l'un des membres de Bipolar, les mélodies et les sons sont très réfléchis. »



Cette nuit-là, le collectif Kran organise un événement dans le Club Eden, installé depuis 2013 dans les sous-sols du Palatul Știrbei. Au-delà de la scène romanimale, Kran souhaite explorer d'autres types de musiques électroniques, qu'ils soient roumains ou étrangers. Selon Andrei, l'un des fondateurs de Kran, la façon de faire la fête rend Bucarest unique : « En règle générale, les soirées ont un pic d'intensité puis ça redescend. Ici, c'est assez linéaire, il faut que ça dure le plus longtemps possible. »



En plus de la musique, l'originalité du lieu est souvent une caractéristique des soirées électro. Hangars, sous-sols désaffectés, forteresses cachées... Tout est bon à explorer.
« Malheureusement, depuis la tragédie du Colectiv, il est devenu difficile d'organiser des soirées, explique Andrei. De nombreux lieux ont fermé et la sécurité est poussée à l'extrême. »



Sans vinyles, pas de DJ. Alors en 2013, Ioana Parlog décide de fonder Misbits, magasin de vinyles axé sur la musique électronique (rue Făinari 43 à Bucarest). DJ depuis 12 ans sous le nom de Miss I, elle a su remarquer une demande accrue d'enregistrements d'artistes roumains et étrangers.

Le magasin est désormais connu hors des frontières car on y trouve les derniers enregistrements de Ouworn, l'unique distributeur de « Rominimale ». La seconde pièce est consacrée aux vinyles d'occasion où les DJs locaux viennent vendre leurs vieilles collections. « Je vois parfois Raresh ou Prâslea qui apportent quelques vinyles », raconte Ioana. Les clients sont variés, ils viennent pour acheter des vinyles qu'ils veulent remixer, écouter chez eux ou dans leur local commercial.

« J'ai l'impression que la tendance commence à changer, remarque Ioana, j'observe une hausse des ventes de musique expérimentale. C'est encore un tout autre univers. »

Être DJ sous le communisme

Avant de devenir un compositeur de musique électronique, le DJ a eu un rôle tout à fait particulier pendant la période communiste. « Comme il était difficile d’obtenir de la musique de l’Ouest, le DJ servait d’intermédiaire entre cette musique et le public », explique Iulia Rugină, réalisatrice et créatrice de l’exposition Disco BTT : Discotecile Comuniste. Du 21 octobre au 11 novembre derniers, cette installation interactive a permis de faire revivre une discothèque des années 1980 dans les salles majestueuses du Palatul Știrbei.

Alors qu’elle réalisait un documentaire sur le sujet, Iulia a contacté un DJ de l’époque, Sorin Lupășcu. Il lui a confié des cassettes, vinyles et objets issus de sa collection, ainsi qu’un tas d’anecdotes. « Les DJs étaient de véritables stars car ils étaient les seuls à détenir ce savoir, raconte la réalisatrice. Ils lisaient des revues de contrebande pour se tenir au courant de l’actualité musicale, et entre chaque chanson, ils présentaient le groupe ou l’artiste en question. Il s’agissait en quelque sorte d’un cours d’éducation musicale. » Ces discothèques n’avaient rien d’illégal, mais les autorités contrôlaient les horaires et s’assuraient que les paroles n’avaient rien de provocateur. Quant au DJ, il récupérait ses enregistrements via des pilotes d’avion, des sportifs ou d’autres personnes autorisées à séjourner à l’étranger. « La fin du communisme a annoncé la fin de ce type de DJs, ajoute Iulia. Les gens avaient accès aux chansons et aux artistes à travers la télévision, la radio et les magazines. Il n’y avait plus aucune surprise. »

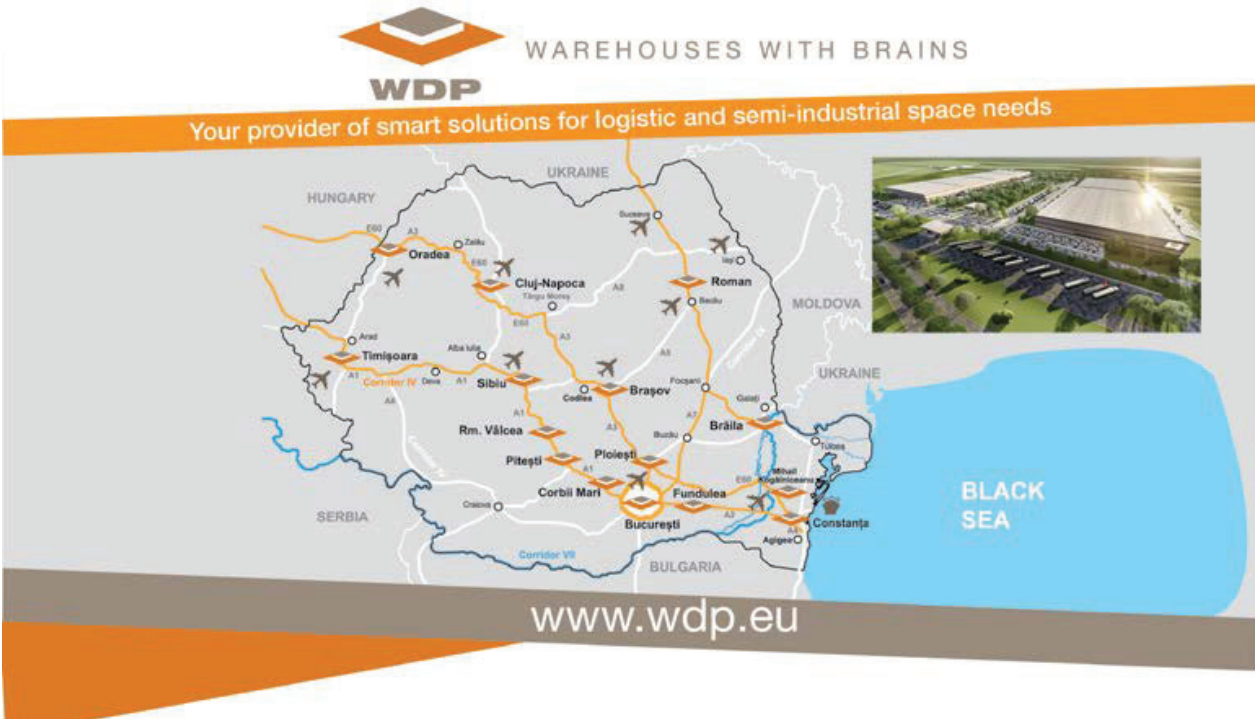


Quand les DJs roumains font danser les Parisiens

Même si certains détracteurs décrivent la minimale roumaine comme une pâle copie de l’électro berlinoise, d’autres ne sont pas de cet avis. À Paris, il suffit désormais du label « Roumanie » accolé au nom du DJ pour remplir des clubs cultes tels que le Rex ou la Concrete. D’ailleurs, deux jeunes Français, Benjamin et Gilles, ont récemment créé Pisica, un collectif qui organise des live de DJs roumains dans des lieux atypiques d’Île-de-France. Leur dernier événement, qui a eu lieu le 3 novembre dernier, a attiré plus de mille personnes dans un hangar abandonné. « On a dû bloquer les préventes, raconte Benjamin. Certes, l’originalité du lieu attire, mais la micro roumaine apporte une atmosphère bien à elle. » Ces adeptes du festival Sunwaves expliquent cette particularité par des sons innovants, « plus épurés et plus profonds » que la minimale allemande.

Pour Julien Salman, producteur et DJ franco-roumain sous le nom de Hit Hz, le côté « geek » des Roumains et leur connaissance élevée en informatique a permis de créer un son particulier. « Ils utilisent des musicalités complexes qui demandent beaucoup de technique et de temps à produire », explique-t-il. Et ajoute que les clubs et festivals roumains se sont aussi dotés de très bons techniciens et de sound systems qui apportent une qualité de son exceptionnelle, ce que l’on ne trouve pas partout en Europe.

Benjamin et Gilles ont eux été frappés par le côté mystérieux des DJs roumains : « Ils n’aiment pas trop être médiatisés, ne sortent que quelques exemplaires de leurs vinyles, et ils gardent leurs meilleurs sets pour eux. Ces artistes cultivent une forme d’exclusivité, cela suscite forcément de l’intérêt. »



LA CHRONIQUE
de Nicolas Don

Une simple question de temps

Il n'y a pas si longtemps, Liviu Dragnea était l'homme le plus puissant de Roumanie. Fort de la victoire écrasante enregistrée par son parti aux législatives de décembre 2016, le président du Parti Social Démocrate (PSD) faisait et défaisait le jeu politique, au gré de ses envies, de ses humeurs et de son agenda personnel. Allant jusqu'à faire tomber son propre gouvernement grâce à une initiative historique, votée comme un seul homme par la majorité dont était issu ledit gouvernement. Le Premier ministre Sorin Grindeanu devait disparaître, il ne se montrait pas assez docile à l'égard du « Conducător ».

Nous avons donc assisté, en juin dernier, à une première absolue dans les démocraties de type occidental. Une nouvelle preuve de l'inégalable génie politique roumain, un coup parfait, auquel nul n'a jamais pensé auparavant : la motion de censure victorieuse contre son propre gouvernement. Imparable !

Paradoxe roumain oblige, depuis, tout va de mal en pis pour Liviu Dragnea. Sur le plan juridique tout d'abord, le plus important de tous, car une condamnation définitive pour fraude électorale l'empêche d'être Premier ministre. Il est inculpé (mis en examen) dans un autre dossier pour faux intellectuel et abus de pouvoir et – depuis mi-novembre – poursuivi dans un énorme dossier de corruption connu sous le nom de Tel Drum. Là encore, c'est du jamais-vu : l'accusation émane d'un organisme européen (l'Office de Lutte Anti-Fraude) pour la première fois de l'histoire judiciaire roumaine. De quoi éteindre d'emblée toute polémique sur une quelconque manipulation politique du dossier.

Pour beaucoup d'observateurs, ce tableau est celui de la « mort politique » de Liviu Dragnea. Un leader à ce point fragilisé n'est plus perçu comme étant capable de protéger ses troupes et de tenir convenablement le parti. Toute l'histoire du PSD le prouve, depuis sa création. Son premier président, Ion Iliescu, chef de l'État après la chute du communisme, a dû céder la présidence du parti à son numéro deux, le Premier ministre de l'époque, Adrian Năstase. Déboulonné lui-même par son second, Mircea Geoană. Avant que celui-ci soit exécuté par Victor Ponta, l'ancien Premier ministre poussé hors du parti par Liviu Dragnea.

Aujourd'hui, les possibles successeurs sont au nombre de deux : Mihai Tudose, le chef du gouvernement, favori selon la bonne vieille tradition du parti, et Gabriela Firea, la maire de Bucarest, qui rêve d'un destin national. La bataille fait déjà rage, avec les couteaux sur la table autour de laquelle les deux camps comptent ouvertement leurs troupes. Nul ne peut être certain de la victoire finale. Mais tous parient sur l'inéluctable sortie de scène de Liviu Dragnea. C'est une simple question de temps.

L'urgence du tri

Mihaela Rodina

Les Roumains jettent à la poubelle environ 6 millions de tonnes de déchets par an, dont 5% à peine sont recyclés. Pressées par Bruxelles, les autorités promettent depuis des années d'y remédier mais les progrès sont lents.

« D'ici trois ans, la Roumanie ne disposera plus de place pour stocker ses déchets... » L'avertissement vient du président de la commission économique du Sénat, le libéral Daniel Zamfir. Très en retard par rapport aux autres membres de l'UE, la Roumanie était tenue de fermer et de réhabiliter une centaine de décharges municipales jugées

non conformes au plus tard en septembre 2009. En février 2017, 68 de ces sites étaient toujours ouverts, poussant la Commission européenne à saisir la Cour de justice de l'UE d'un recours contre Bucarest, qui risque de devoir payer jusqu'à 200 000 euros de pénalités par jour pour avoir manqué à ses obligations en la matière...



SARO.SA.17.11.0368

PRÈS DES ROUMAINS, TOUT AU LONG DE LEUR VIE

La santé, tout comme la vie, représente un voyage, avec ses hauts et ses bas, avec ses difficultés, plus ou moins importantes, permanentes ou transitoires. Dans ce voyage, en tant que partenaire pour la santé, Sanofi reste près des Roumains tout au long de leur vie. Notre but est de protéger et de soutenir ceux qui sont confrontés à des problèmes de santé, et de les aider à jouir pleinement de leur vie.

SANOFI  **Empowering Life**

© Sorin Onțor

Le dos au mur, le ministère de l'Environnement a rédigé un Programme national de gestion des déchets qui doit encore être approuvé. Ce texte prévoit, entre autres : la collecte des déchets ménagers dans 100% des communes du pays d'ici 2018 (contre 80% en 2012), la réutilisation et le recyclage de 50% des déchets d'ici 2020, et l'interdiction de mise en décharge des déchets collectés de manière sélective. « Ces derniers mois, nous avons fermé onze décharges municipales et un site de stockage des déchets dangereux. Trois autres décharges seront fermées avant la fin de l'année », a déclaré le 20 novembre dernier la ministre de l'Environnement, Grația Gavrilescu.

Mais pour les écologistes, ces mesures ne sont pas suffisantes. « La Roumanie ne dispose pas en ce moment d'un système de gestion intégrée des déchets, ni d'infrastructures de collecte sélective qui devraient être mises à la disposition des habitants par les mairies », indique Mihaela Papazu, présidente de l'association Planeta Verde. « De nombreux pays européens ont mis en place le concept "Payez en fonction de ce que vous jetez", qui encourage le tri des déchets en faisant baisser la facture », ajoute-t-elle, déplorant le « manque d'éducation » des Roumains à cet égard.

Les autorités refusent d'assumer leurs responsabilités ou tentent de transférer ces responsabilités aux opérateurs privés, en imposant le maintien de tarifs minimums. »

Dans l'écrasante majorité des villes et des communes, tout comme dans la plupart des quartiers de Bucarest, les habitants qui s'appliquent à trier leurs déchets constatent que cela ne sert à rien, dès lors que papiers, plastiques et déchets humides se retrouvent mélangés dans les camions des éboueurs. « Toutes les semaines, je mets de côté les emballages en carton et les bouteilles en plastique, mais quand les éboueurs viennent, tout est broyé dans la benne », confie Irina Costin, une enseignante bucarestoise.

La Roumanie a bénéficié ces dernières années de 280 millions d'euros de fonds de cohésion pour mettre en place 32 centres de gestion intégrée des déchets

(SMID). Mais seule une poignée d'entre eux fonctionne actuellement. Parmi les bons élèves figure le département de Covasna (centre), où un tel centre a été ouvert en octobre dernier. Pendant près d'un an, les déchets des Covăsneni ont été transportés à Braşov tandis que les quatre décharges du département ont été fermées et réhabilitées. En revanche, à Cluj, les habitants devront attendre un an de plus pour bénéficier de ce système, qui devait à l'origine être prêt en 2014. En colère après plusieurs incendies qui ont ravagé la décharge de Pata Rât, des milliers d'habitants ont signé une pétition exhortant la mairie à mettre en place des infrastructures pour encourager le tri. « Nous en avons marre d'être associés à une crise des déchets qui s'aggrave », ont écrit les signataires au maire de Cluj, Emil Boc.

La situation n'est pas meilleure à Bucarest, ville qui génère à elle seule un million de tonnes de déchets par an. Certes, quelques progrès ont été réalisés : dans le 1er arrondissement par exemple, les déchets humides et les emballages recyclables sont collectés séparément, deux jours par semaine. Mais à travers la ville, soit les conteneurs poubelles destinés à la collecte sélective sont remplis pêle-mêle d'ordures, soit ils ont disparu.

En outre, les trois décharges publiques qui desservent la capitale approchent de leur capacité maximale de stockage, tandis que leurs autorisations de fonctionnement ont expiré. Déjà, l'autorité chargée de la protection de l'environnement, *Garda Națională de Mediu* (Garde nationale pour l'environnement), a infligé des amendes pour 13 000 euros à chacun des administrateurs de ces sites. Ces sanctions ayant été contestées en justice, les décharges restent ouvertes, alors que leurs gérants ont lancé les démarches pour être officiellement autorisés à fonctionner de nouveau. « De toute façon, la capacité de stockage est limitée à trois ou quatre ans tout au plus », souligne l'Agence régionale pour la protection de l'Environnement.

Le groupe Iridex, qui gère quatre décharges en Roumanie, dont celle de Chiajna, dans la banlieue ouest de Bucarest, dénonce « l'incapacité » des autorités. « Sur fond d'intérêts politiques, économiques, électoraux ou autres, les autorités refusent d'assumer leurs responsabilités ou tentent de transférer ces responsabilités aux opérateurs privés, en imposant le maintien de tarifs minimums », s'insurge Sorin Matei, directeur technique d'Iridex. Il précise que le groupe a construit à ses frais à Chiajna des stations de tri, de traitement, de compostage et de concassage des déchets, qui emploient une centaine

de personnes et permettent de recycler un tiers des déchets. Les maigres progrès réalisés sont parfois rendus caducs par des décisions surprenantes ; le ministère de l'Environnement a ainsi suspendu en juillet dernier, quelques mois à peine après son introduction, une taxe sur les déchets mis en décharge, qui visait précisément à encourager le tri sélectif. « Mais nous avons constaté que la quantité de déchets déposés illégalement avait doublé en l'espace d'un an, les gens ont tout simplement voulu éluder cette taxe », avait expliqué à l'époque Mme Gavrilescu, ajoutant que « la Roumanie n'était pas suffisamment préparée pour cette taxe, alors dans un souci d'assurer une meilleure cohérence de notre politique de gestion des déchets, nous avons décidé de la suspendre jusqu'en janvier 2019 ».

« Cette décision, qui est contraire aux efforts européens dans le domaine, va détruire des milliers d'hectares de terrain, affecter les nappes phréatiques et, en fin de compte, aboutir à enterrer la Roumanie sous une montagne de déchets », regrette *Coaliția pentru*

economia circulară în România, qui regroupe des experts dans la protection de l'environnement. « Utiliser de manière efficace les déchets générés par les Roumains permettrait de créer plus de 34 000 emplois et générerait un chiffre d'affaires de 3,6 milliards d'euros pour les compagnies travaillant dans ce secteur », précise cette association.

Si les autorités traînent des pieds, dans le milieu associatif les initiatives abondent : *Planeta Verde* a ainsi lancé un projet baptisé *înVerde* (en vert) qui met les compagnies générant des déchets d'emballage en contact avec des collecteurs autorisés et fournit gratuitement aux premiers les infrastructures requises pour le tri ; *Ecoteca* déroule un programme visant à sensibiliser les élèves de l'importance de la collecte sélective ; *Ateliere Fără Frontiere* collecte et recycle des équipements électriques et électroniques vieillissants ou cassés qu'elle offre ensuite à des enfants défavorisés.

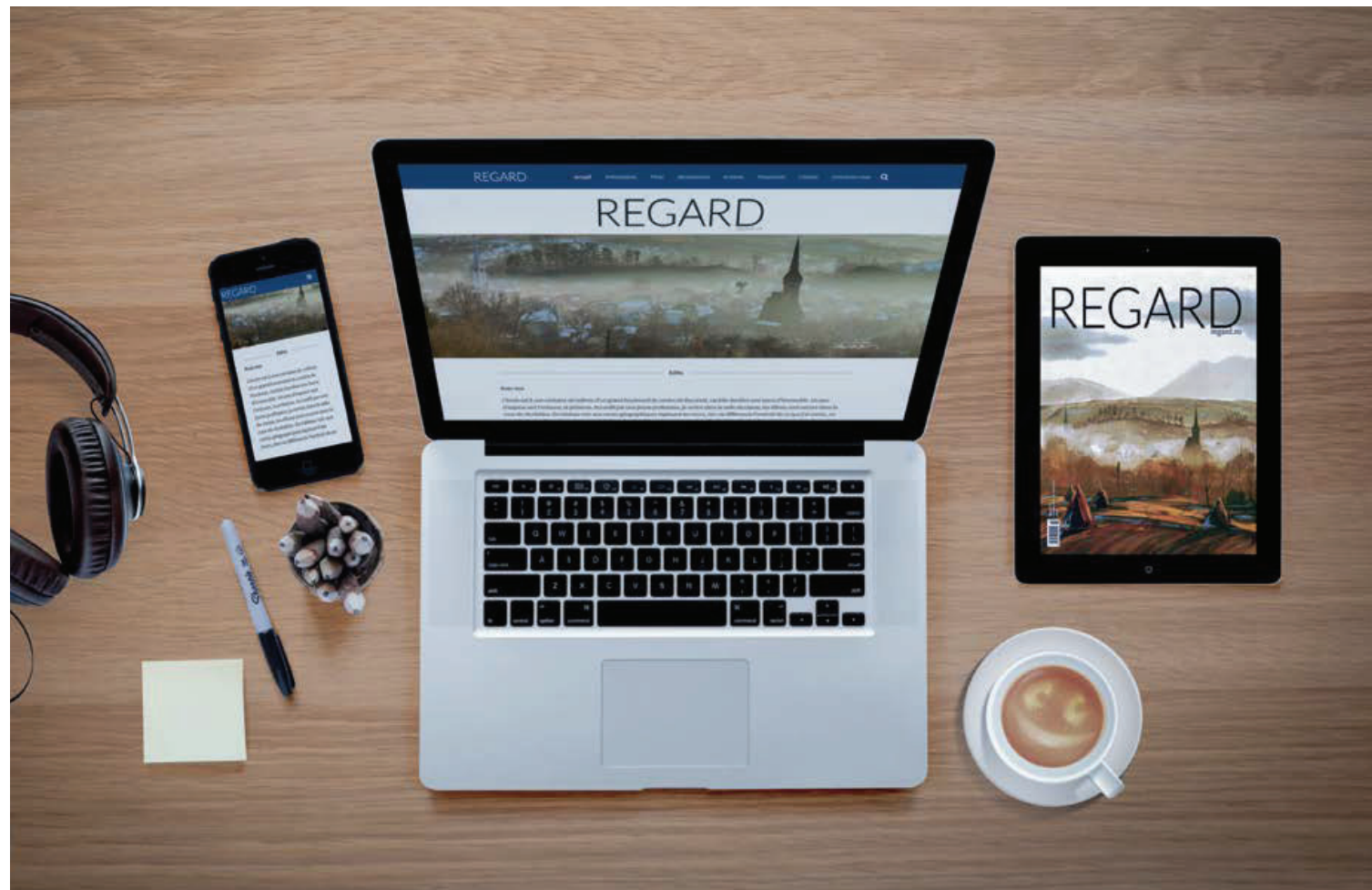


collection **EGO®**



A G E N D A S • C A L E N D R I E R S





Regard... partout

Le site www.regard.ro accueille de nombreux abonnés qui ont accès au dernier numéro de la revue Regard ainsi qu'aux archives.

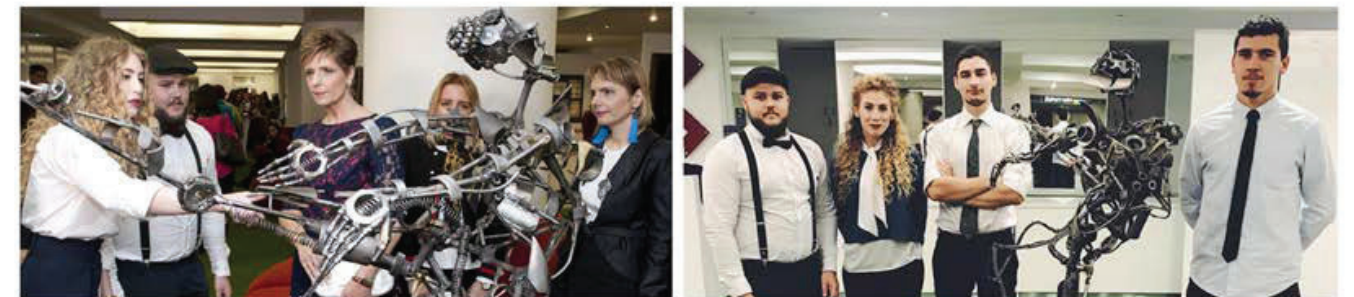
Via notre site, vous pourrez également souscrire à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).
Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro

ADVERTORIAL

L'usine inspire passion

L'Usine Mécanique et Châssis Dacia a récemment inspiré les jeunes boursiers de la Fondation Princesse Margareta de Roumanie. Dans le cadre du **Gala Jeunes Talents**, ils ont réalisé une installation artistique à l'aide de pièces de moteur. Les boursiers ont visité l'usine de Mioveni et ont ensuite conçu trois œuvres d'art inspirées par le milieu industriel.



Moteur Cœur. Le cœur est le moteur de la vie. Une corde pompe environ 100 000 fois par jour, 35 millions de fois par an et 25 milliards de fois dans une vie. De même, un moteur sain peut réaliser 5000 rotations par jour, 300 000 par heure et plus de 25 millions par an.

AUTEURS : Consuela Diniță [24 ans, peinture], Alina Cerescu [24 ans, graphisme], et Mara Gudină.

Comment avez-vous trouvé l'usine ?

Consuela : « Je n'avais jamais vu une usine de ma vie. On dit que l'art est loin de l'industriel, mais je ne pense pas. J'ai notamment été impressionnée par la dextérité des employés, leurs mouvements formaient comme une très jolie danse. »

Alina : « Je me suis sentie comme dans un film SF. Tout était très technologique, tous étaient dans une communion, tous bougeaient dans un rythme. Comme si quelqu'un les coordonnait. »

Le plus dur ?

Alina : « Choisir les pièces, j'ai dû retourner trois fois à l'usine pour avoir une idée très claire de ce que je voulais faire. »

La Ballerine. L'axe à cames, la bielle, différents composants du moteur se sont donné rendez-vous pour créer une ballerine en mouvement.

AUTEURS : Doru Rusu [sculpture], Ștefana Chelaru [design], Ionuț Ștefan Anghel [graphisme], Daniel Alexandru Florea [graphisme].

Comment avez-vous introduit la sculpture dans ce projet ?

Doru : « Elle est intervenue de façon naturelle, il y avait l'objet, du volume et l'aspect tridimensionnel. »

Ștefana : « J'ai été la seule fille dans l'équipe et nous avons conçu une ballerine. C'était amusant de voir tous les garçons travailler sur une ballerine. »

Spine. En latin, « spine » signifie colonne vertébrale. L'œuvre réunit 500 bielles qui représentent les employés de l'usine ; c'est une double colonne, chaque axe représentant les deux entreprises : Dacia et Renault.

AUTEUR : Silviu Ciora, 22 ans [sculpture].

D'où est venue l'idée ?

Silviu : « J'ai vu la pièce, j'ai demandé comment elle s'accroche, si elle s'ouvre, et après, l'idée m'est venue. J'ai demandé 500 pièces au départ. Puis, encore 500. L'usine donne des possibilités infinies. »

Raluca Pantis, designer auto RDCE, mentor des boursiers :

« Les boursiers ne savaient pas quel était le bon chemin pour eux, et au départ, j'étais comme eux. J'ai étudié à l'université d'art de Bucarest, mais après, je ne savais pas trop comment sortir un objet, comment le créer. »

Sur L'Usine inspire passion :

Il s'agit d'une campagne qui a pour but de traduire la passion des 3800 employés de l'Usine Mécanique et Châssis Dacia, la plus complexe usine du Groupe Renault au niveau mondial, tant en ce qui concerne les processus que les activités. Et c'est grâce à certains jeunes talentueux dans divers domaines de l'art que cette passion a pu mieux se faire connaître.

GROUPE RENAULT



FRANCE
MÉDIAS
MONDE



ANCA NĂSTASE
MATEI VIȘNIEC
VASILE DAMIAN

40 DE MINUTE

DUPLEX BUCUREȘTI-PARIS ■ LUNI-VINERI 18:15

București 93.5 FM ■ Iași 97.9 FM ■ Craiova 94 FM ■ Sibiu 89 FM ■ Cluj-Napoca 91.7 FM
Timișoara 96.9 FM ■ Chișinău 107.3 FM

Disponibil pe rfi.ro

La Francophonie,
c'est cet horizon ouvert à d'infinies possibilités,
où des voix singulières chantent à l'unisson.



84 **Etats et gouvernements**, plus de **900 millions d'hommes et de femmes**
ayant en partage la langue française et les valeurs universelles



274 millions
de locuteurs dans le monde
125 millions
d'apprenants chaque année

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie
www.francophonie.org

Nausées fiscales

« Je ne sais pas comment nous allons faire pour nous adapter aux nouvelles normes fiscales, mais nous n'avons pas d'autre choix », affirme résigné Dietmar, directeur général d'une société suédoise spécialisée dans les poêles à gaz et installée dans le nord-ouest du pays. Parmi les diverses modifications, le gouvernement a notamment décidé de reporter sur le travailleur le poids des contributions sociales. « Nous avons 900 employés, poursuit Dietmar, il va donc falloir renégocier tous les contrats de travail, et ce en moins de deux mois. »

Les structures encore plus modestes – tout comme les multinationales – se disent elles aussi inquiètes. « Chez nous, certaines personnes travaillent à temps partiel, seulement deux à trois heures par jour. Suite aux changements fiscaux, nous allons devoir payer leurs assurances au niveau du salaire minimum. Pour ma société, c'est un coût difficilement supportable. Mais que faire ? Le reporter sur le produit final ? Mes clients ne sont pas responsables du fait que le gouvernement change les règles n'importe quand », explique Luiza, patronne d'une petite entreprise bucarestoise.

La loi stipule que chaque modification fiscale doit être annoncée au moins six mois avant son application. Or, sur les cinq dernières années, le pays a connu neuf ministres des Finances qui ont modifié le Code fiscal plus de 800 fois, que ce soit par ordonnance d'urgence, ordre du ministère des Finances ou de

l'Agence nationale d'administration fiscale (ANAF).

Exemple : l'ancien ministre des Finances Darius Vâlcov, poursuivi pour plusieurs faits de corruption, n'a conduit son ministère que 91 jours (de décembre 2014 à mars 2015), mais il a eu le temps d'effectuer 69 modifications fiscales. Son prédécesseur, Ioana Petrescu, a modifié le Code fiscal 112 fois en 284 jours.

On pourrait donc se réjouir que l'actuel ministre des Finances Ionuț Mișa n'ait réalisé que 60 changements au Code en 260 jours, mais le problème est qu'ils sont particulièrement radicaux.

« Au sein de l'Union européenne, la moyenne est de procéder à une modification fiscale par semaine. À noter cependant que dans les pays nordiques ou en Allemagne, les règles ne changent qu'une seule fois par an. Ceux qui alourdissent la moyenne sont surtout les pays du sud, la Grèce, l'Italie, la Roumanie ou la Bulgarie », soutient un consultant financier.

Conséquence, les sociétés roumaines sont obligées de calculer de nouveau leur budget annuel, de réviser l'ensemble de leur plan d'investissement, pendant que le gouvernement ne sait plus comment faire pour donner du sens à ses actions, et surtout faire rentrer l'argent qui lui manque. Avant que de nouvelles élections ne viennent tout chambouler, accompagnées d'autres modifications fiscales.

RRI Spécial

Avec
Ileana Țăroi

Chaque jeudi de
13h15 à 13h45 sur
www.rri.ro - canal 2

 **Radio
România
Internațional**



Elvire Popesco

NE VEDEM LA FILM!

www.elvirepopesco.ro

sala Elvire Popesco, bd. Dacia 77

cinema.bucarest@institutfrancais.ro

www.elvirepopesco.ro

0374 125 216

[/cinemaelvirepopesco](https://www.facebook.com/cinemaelvirepopesco)

[/cinemaelvirepopesco](https://www.instagram.com/cinemaelvirepopesco)

INSTITUT FRANÇAIS Bucarest

vivre les cultures

Dans quel état d'esprit se trouve la société roumaine en cette fin d'année 2017 ?

Nous avons posé la question au sociologue Alin Teodorescu, directeur de l'institut de sondages IMAS, qui revient aussi sur certains points caractéristiques du pays.



« La lutte contre la corruption dure depuis plus de quinze ans »

Regard : Comment avez-vous perçu les vagues de manifestations de ces derniers mois ? Peut-on dire que la société civile a changé ?

Alin Teodorescu : La société roumaine est toujours en lutte contre la corruption, ce n'est pas nouveau, cela fait plus de quinze ans qu'elle se bat pour l'indépendance de la justice. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la patronne de la Direction nationale anti-corruption, Laura Codruța Kovesi, jouit de la cote de popularité la plus élevée du pays, bien au-dessus de celle de n'importe quel homme politique, y compris le président Klaus Iohannis. Et quand son action ne semble pas suffire, les gens n'hésitent plus à descendre dans la rue. Sur le plan économique, alors que beaucoup de Roumains peinent à joindre les deux bouts, les manifestations de mécontentement restent moins intenses. Cela s'explique en partie par le fait que le pouvoir d'achat général ait considérablement augmenté depuis le début des années 1990. Sur les deux dernières années, les Roumains ont acheté pour plus de 5 milliards d'euros de voitures, par exemple. Alors que de son côté, le gouvernement n'investit pas et ne pense qu'à faire plaisir à son électorat au lieu de construire des autoroutes. Quant au rapport avec la politique, il s'est modifié, normalisé, d'une certaine façon. En 1990, environ 16 millions de Roumains participaient aux élections générales ; aujourd'hui, ils ne sont plus que 6 à 7 millions. Seul le second tour de la présidentielle mobilise davantage les électeurs avec 10 à 11 millions de votants, attirés par le spectacle d'une bataille entre deux hommes. Il est bien dommage que les gens se soient éloignés de la politique, mais il ne faut pas oublier que l'Ouest a vécu la même chose.

Assurances vie

La promesse la plus importante c'est que vous allez prendre soin d'eux

Dès la nouvelle que vous serez parent, vous avez fait la promesse de prendre soin de vos proches pour toute la vie. Soyez-en sûr, avec l'assurance vie Groupama.

Asigurăm tot ce contează pentru tine.
Alo Groupama: 0374 110 110 www.groupama.ro

Groupama
Asigurări

La Roumanie reste par ailleurs un pays très contrasté...

Effectivement, il y a d'un côté la ville, de l'autre les campagnes ; d'un côté les jeunes, de l'autre les vieux, bien que cela soit un peu caricatural. Je voudrais surtout rappeler que de 1990 à 2000, plus de deux millions de personnes ont quitté le milieu urbain pour retrouver la ruralité. D'un côté, la rétrocession des terrains privés explique en partie ce phénomène. Mais surtout, il fut la conséquence de l'industrialisation forcée des années 1980, quand les Roumains ont été éloignés de leur environnement naturel, c'est-à-dire les campagnes. La plupart ont alors tout fait pour le retrouver dès la chute du régime communiste. Après 2000, la tendance s'est inversée. Les gens ont de nouveau quitté le milieu rural pour la ville, en particulier les capitales d'Europe de l'Ouest. Ce fut une vague d'émigration unique, du jamais-vu en Europe. Seule la Bulgarie a connu une situation similaire. Concernant les différences générationnelles, je dirais que les jeunes ont beaucoup changé, et se sont fortement européanisés. Leur vie est bien distincte de celle que j'ai vécue. Avant, à 23 ans, vous étiez marié avec deux enfants, un travail et un crédit hypothécaire à rembourser. Mon fils ne pense pas du tout à se marier avant qu'il ait 30 ans, il veut continuer ses études et prend son temps avant d'intégrer le marché du travail. Ceci dit, je ne vois pas pour autant de véritable fracture entre les générations.

Revenons à la politique, le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir vit-il une chute de popularité potentiellement fatale ?

Nous avons récemment noté une baisse d'opinions favorables de l'ordre de 7%. Mais le PSD reste l'un des deux grands partis du pays. Avec les libéraux, ils se partagent environ 80% de l'électorat. C'est le même schéma depuis dix ans ; quand l'un chute un peu, l'autre monte. Ceci étant, de façon générale, les Roumains ont une attitude plutôt de gauche et apprécie l'intervention de l'État dans les mécanismes économique, politique et social. D'un autre côté, ils sont aujourd'hui convaincus que le pouvoir judiciaire doit être séparé des pouvoirs exécutif et législatif, ce qui est un progrès énorme par rapport aux années 1990. Mais si une majorité garde une sensibilité sociale, les élites sont assez néoconservatrices, au sens anglo-saxon du terme, et adepte du darwinisme social : c'est marche ou crève. Par ailleurs, il n'existe pas ici de terreau pour l'extrémisme, comme c'est le cas en Hongrie, en Autriche ou en Pologne. Vous ne verrez pas ici de manifestations avec des dizaines de milliers de personnes demandant l'indépendance vis-à-vis de l'Union européenne ou de l'OTAN. Et Liviu Dragnea (le leader du PSD, ndlr) ne bénéficiera pas du soutien que les Hongrois apportent à Viktor Orbán.

Un nouveau parti avec un nouveau leader pourrait avoir sa chance lors des prochaines élections ?

Si le PSD se divise, cela pourrait arriver. Sinon, je ne vois pas comment.

Quel est votre sentiment sur ce qu'il va se passer en 2018, ici et ailleurs ?

Je pense que l'année sera particulièrement agitée. Liviu Dragnea a atteint les limites de son influence et de son pouvoir, son maintien à la tête du PSD ne devrait pas durer, la scène politique va connaître du changement. Sur le plan européen, notamment à cause du Brexit, pas mal de choses seront à redéfinir. Avec le Royaume-Uni, l'Europe a réalisé de grands projets, je pense au tunnel sous la Manche ou à Airbus, par exemple. Sans lui, l'avenir européen est pour l'instant plutôt flou.

Propos recueillis par Carmen Constantin
Photo : Mihai Barbu

LA CHRONIQUE
de **Matei Martin**

journaliste à Radio România Cultural et *Dilema veche*

Encore une attaque

Deux sénateurs du Parti social-démocrate (PSD) veulent modifier la loi sur les associations et les fondations. Si leur proposition passe, les associations et les fondations devront publier, deux fois par an, un état de leurs recettes et dépenses. Cela ne concerne pas seulement les organisations ayant acquis le statut d'« intérêt public » ou celles qui sont financées par des fonds publics, mais toutes les associations et fondations. C'est-à-dire plus de 62 000 ONG autochtones ou étrangères qui interviennent en Roumanie, notamment là où l'État échoue : dans l'aide humanitaire, l'assistance médicale, l'éducation, le contrôle démocratique des institutions, la culture, etc. Il est important d'examiner cette initiative dans son contexte plus large : depuis un an ou deux, on constate une dégradation du discours public vis-à-vis de la société civile. La coalition au pouvoir et les commentateurs proches des autorités suggèrent des connexions obscures entre diverses ONG et intérêts « étrangers » ou « contraires à l'intérêt national ». Ainsi, les manifestations antigouvernementales, de plus en plus fréquentes ces derniers temps, seraient orchestrées par des ONG financées de l'étranger pour déstabiliser le pays. Ce discours hostile à la société civile n'est pas exceptionnel : il a aussi émergé chez nos voisins. Le Parlement hongrois, par exemple, a adopté cet été une loi qui renforce le contrôle de l'État sur le secteur non gouvernemental. Les nouvelles dispositions légales ciblent en particulier les organisations qui reçoivent un financement externe. Si ces fonds dépassent le montant de 24 000 euros par an, les organisations respectives sont tenues de publier une liste des principaux financeurs et un rapport d'activité, et

de se déclarer comme « organisation soutenue par des financements étrangers ». Les sanctions en cas de non respect de ces dispositions peuvent aller jusqu'à la dissolution. Le Conseil de l'Europe a vivement critiqué la nouvelle loi adoptée par Budapest, mais sans effet. Pour revenir sur l'initiative des deux sénateurs roumains, il convient de noter que la proposition est, en plusieurs points, inapplicable. D'une part, parce qu'il serait (presque) impossible pour les ONG qui se financent, par exemple, à travers des donations par téléphone ou SMS, de publier la liste complète de leurs donateurs. Ensuite, parce que *Monitorul Oficial* (le Journal Officiel) ne sera jamais capable de publier, chaque semestre, les rapports de plus de 62 000 organisations... Mais au-delà de ces inconvénients techniques, l'intention même de contrôler ce secteur est douteuse : on exige des ONG une transparence que les institutions publiques ne sont pas à même de délivrer. Étouffer les ONG avec plus de tâches bureaucratiques, c'est paralyser un système qui produit des bénéfices visibles. C'est notamment enfoncer davantage les petites associations d'artistes ou les fondations culturelles, d'autant que la production culturelle indépendante est déjà sous-financée et fonctionne à la limite de la déprofessionnalisation. Manquant de fonds, nombre d'artistes ont dû apprendre eux-mêmes les mécanismes de gestion des projets, la fiscalité, les lois du travail, etc. Exiger de nouvelles tâches administratives de leur part est un fardeau trop lourd, insupportable ; des théâtres indépendants, petites galeries privées ou producteurs indépendants de spectacles pourraient fermer leur porte.



NOUVEL ESPRESSO CATUAI DO BRASIL
Créé par NESCAF   Dolce Gusto  

LE CAFÉ N'EST PAS QUE NOIR
www.dolce-gusto.ro



Dans les bureaux de la DNA

Comment travaille la Direction nationale anti-corruption (DNA) ? Qui sont ces procureurs qui traquent les coupables de malversations ?

Au-delà des scandales et des images en boucle de personnalités poursuivies, *Regard* a voulu montrer le quotidien d'une institution décisive pour le maintien de l'ordre et des principes démocratiques en Roumanie – même si au départ, nous n'étions pas du tout sûrs d'obtenir les autorisations nécessaires afin de réaliser ce reportage.

Souvent vue comme une instance froide et sans pitié – heureusement –, nous avons pu nous rendre compte que la DNA n'en reste pas moins une institution publique faite d'individus, dont l'objectif est avant tout de travailler pour le bien commun. [lc](#)

Texte : Mihaela Rodina et Mihai Barbu
Photos : Mihai Barbu



Le siège de la DNA, rue Știrbei Vodă (nr. 79-81), à Bucarest. Sur l'ensemble du pays, les filiales de la DNA sont réparties là où se trouvent les sièges des Cours d'Appel.



Une employée de la DNA vérifiant un dossier.



Grand reportage

Louée ou diabolisée, la Direction nationale anti-corruption ne laisse nul indifférent ; depuis sa création, elle n'a cessé de se retrouver au centre de polémiques entre ceux qui l'accusent de « *fabriquer des dossiers politiques* », et ceux qui estiment que ses enquêtes ont sonné le glas de l'impunité dont semblaient jouir les puissants du jour.

Créée en 2002 par une ordonnance d'urgence du gouvernement social-démocrate d'Adrian Năstase, la DNA devait convaincre Bruxelles que la Roumanie s'attachait à lutter contre la corruption et à respecter l'indépendance de la justice, des critères indispensables pour rejoindre le bloc européen. Mais trois ans plus tard, la Commission européenne ne cachait pas sa déception : « *Le Parquet anti-corruption rechigne à ouvrir des enquêtes sur des cas de corruption de haut niveau, ce qui mine non seulement son efficacité mais aussi sa raison d'être.* » La DNA voyait en outre ses compétences drastiquement réduites en 2005, lorsqu'une décision de la Cour constitutionnelle mettait les parlementaires à l'abri des enquêtes. Il a fallu que le gouvernement de centre droit modifie la législation et nomme un nouveau chef pour que la DNA obtienne les premiers résultats notables.

Depuis, les enquêtes visant des personnalités jadis jugées intouchables se sont multipliées.

En 2016, 1270 personnes, dont trois ministres, six sénateurs, onze députés, 47 maires et 16 magistrats ont été renvoyées devant les tribunaux, tandis que 879 personnes ont été condamnées. Les tribunaux ont alors ordonné la saisie de biens pour un montant total de 226 millions d'euros, deux fois plus qu'en 2013.

Au total, 166 procureurs et 249 officiers de police judiciaire ont travaillé l'année dernière sur 12 353 dossiers, soit 1400 cas de plus qu'en 2015.

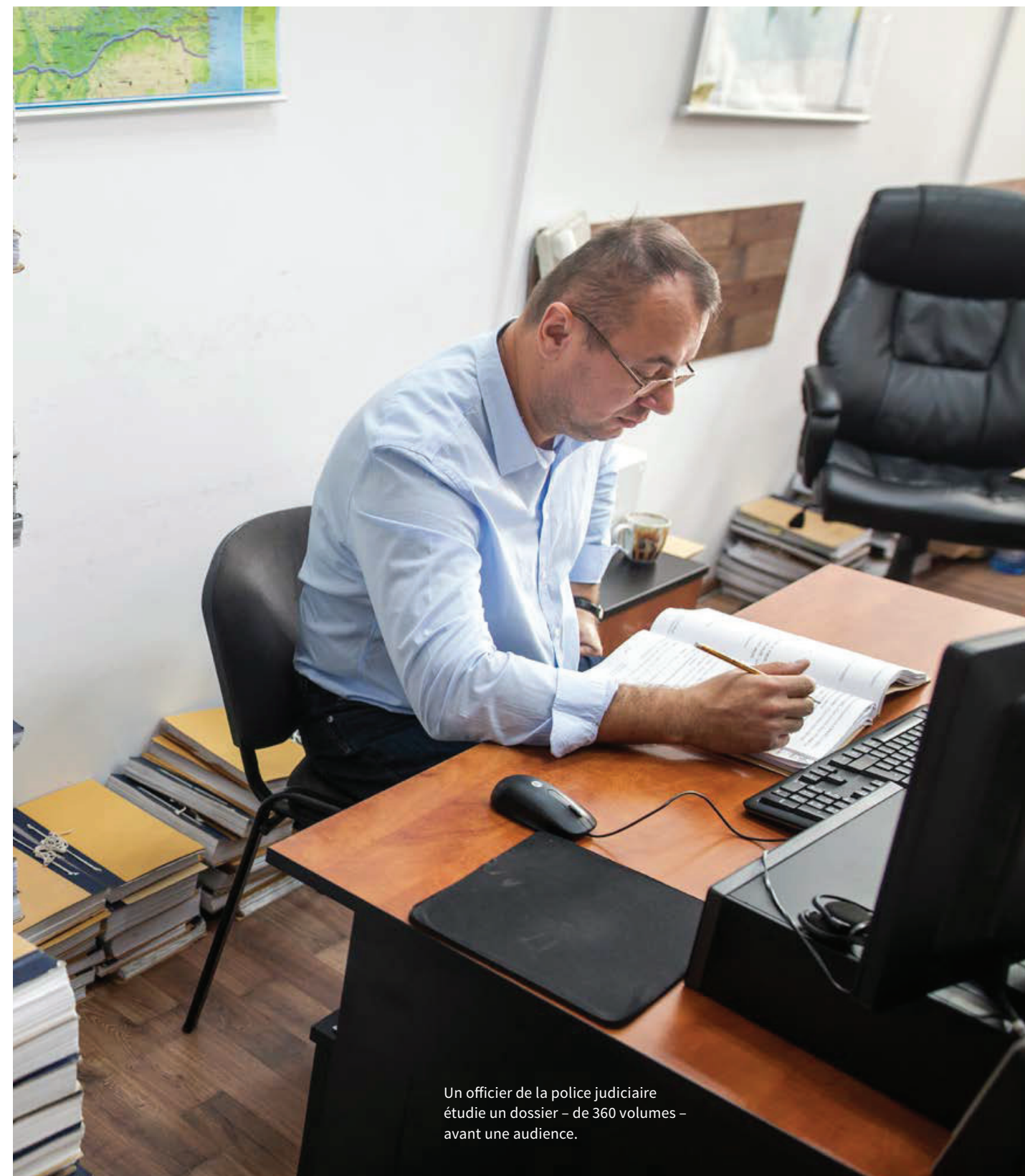
Mais la route continue d'être semée d'embûches ; tant le gouvernement actuel comme la Cour constitutionnelle s'entêtent à donner une définition restrictive de l'abus de pouvoir. Conséquence : 245 dossiers ont été classés et la justice n'a pas pu encore récupérer des préjudices d'un montant total de 188 millions d'euros.

Par ailleurs, des projets de loi actuellement en débat visent une nouvelle fois à restreindre les compétences de la DNA et à élargir le contrôle du ministre de la Justice sur l'activité des procureurs. « *Nous risquons de nous retrouver dans une situation où le ministre dira au procureur où et quand lancer des poursuites, c'est absurde. Si nous voulons avoir une justice libre telle qu'elle est pratiquée au sein de l'UE, nous devons laisser les professionnels faire leur devoir de manière indépendante* », a récemment commenté le procureur général Augustin Lazăr lors d'un entretien dans l'hebdomadaire *Revista22*.

Les modifications voulues par la majorité de centre gauche ont également été critiquées par le Département d'État américain et par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme qui, dans un rapport publié en novembre, se disait « *inquiet des informations concernant des attaques contre l'indépendance de la justice* », et appelait les autorités à « *garantir que le système judiciaire puisse travailler sans aucune forme de pression ou d'ingérence* ».

Une position partagée par l'UE qui a mis en garde contre toute « *pression ayant un impact négatif sur la lutte anti-corruption* », soulignant que les « *progrès réalisés dans ce domaine ont été mis en doute* » par les récentes tentatives d'assouplir la législation pénale.

Mihaela Rodina



Un officier de la police judiciaire étudie un dossier - de 360 volumes - avant une audience.



Deux officiers de la police judiciaire discutant d'une enquête.



Le procureur Paul Dumitriu, chef adjoint de la section de lutte contre les infractions de corruption, évalue des documents dans le cadre d'un dossier de délit financier.

Un officier de la police de la section 2 en train de photographier des documents financiers soupçonnés faux.



Entretien avec Laura Codruța Kövesi,
procureur en chef de la Direction
nationale anti-corruption :

Regard : Plusieurs projets de loi visant la justice sont actuellement en débat. Quels articles de ces textes vous inquiètent-ils ?

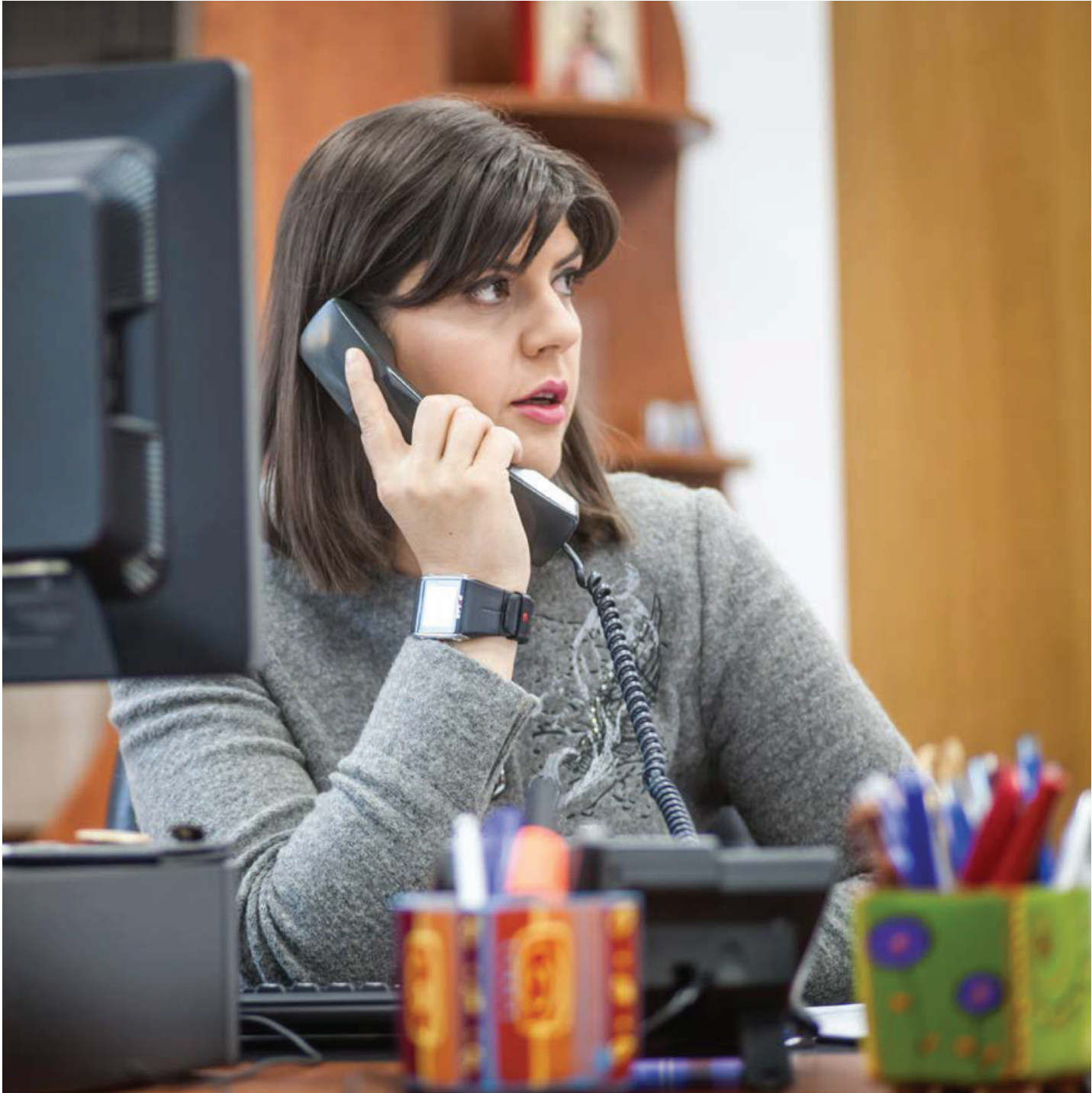
Laura Codruța Kövesi : Il y a plusieurs dispositions qui, si elles devaient entrer en vigueur, affecteraient gravement l'indépendance des procureurs, tout d'abord parce qu'elles prévoient un élargissement des compétences du ministre de la Justice sur l'activité des procureurs. Or, l'une des conditions majeures pour obtenir des résultats dans la lutte anti-corruption réside en l'indépendance des procureurs.

Voyez-vous des risques pour le système judiciaire dans son ensemble ?

Oui, il s'agit tout d'abord d'un risque lié à la perte de l'indépendance et de la garantie d'indépendance des magistrats. Je tiens à souligner que l'indépendance du système judiciaire n'est pas un privilège des magistrats mais un principe fondamental, qui garantit aux citoyens que les procès sont corrects et impartiaux. De ce point de vue, nous sommes bien sûr inquiets de la multitude de projets qui sont en débat, et il ne s'agit pas seulement des lois de la justice. Il y a aussi des projets de modification des codes pénal et de procédure pénale. Nous avons observé ces dernières années une pression croissante sur l'activité des magistrats, non seulement par le biais de ces tentatives répétées de modifier la législation et de limiter les instruments utilisés dans nos enquêtes, mais aussi par le biais d'attaques, de déclarations publiques émanant de personnes inculpées ou de personnes qui détiennent des fonctions importantes au sein de l'État.

Redoutez-vous que la lutte contre la corruption soit ralentie ou freinée ?

Certainement, si ces modifications législatives entrent en vigueur, la lutte contre la corruption et, plus généralement, contre la criminalité sera gravement affectée.





Nous risquons de retourner au temps où les procureurs enquêtaient sur des faits mineurs de corruption, de voir des personnes qui occupent des fonctions importantes à l'abri d'enquêtes parce que, par exemple, elles sont membres du même parti politique que le ministre de la Justice, auquel les procureurs seront vraisemblablement subordonnés. Tous les résultats obtenus dans la lutte anti-corruption ne se reproduiront plus si ces projets de loi entrent en vigueur dans la forme actuellement en débat.

Que répondez-vous à ceux qui accusent la DNA d'abus ?

Ma réponse est que nous respectons la loi dans toute notre activité et que les décisions définitives de justice prouvent que nos dossiers ne sont pas fabriqués mais, au contraire, reposent sur des preuves solides. Un récent rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme sur la manière dont sont respectés les droits de l'homme en Roumanie indique que la DNA figure parmi les institutions qui respectent la loi dans ce domaine, et souligne deux questions importantes : primo, la nécessité de maintenir l'indépendance du système judiciaire afin de garantir que les droits fondamentaux des citoyens sont respectés. Secundo, le comité à l'origine de ce rapport exprime sa préoccupation quant aux attaques contre le système judiciaire roumain émanant de personnes publiques ou des médias, mais aussi quant aux tentatives de politiser la justice.

Comment l'activité des procureurs se déroule-t-elle dans ce climat d'incertitude ?

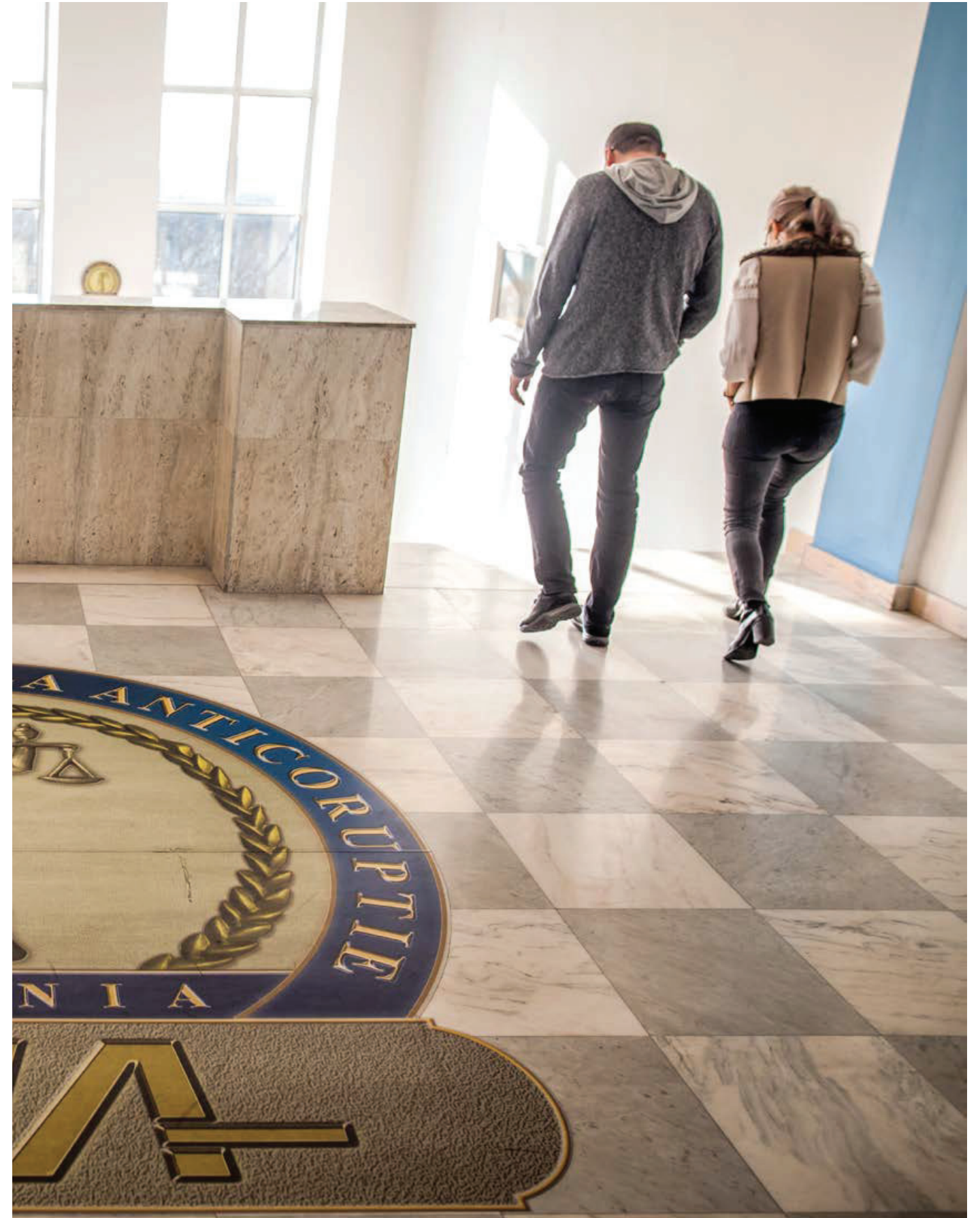
Les procureurs travaillent comme ils l'ont fait jusqu'ici, et vont continuer à le faire, en dépit des pressions et des tentatives d'intimidation et de harcèlement auxquelles nous sommes soumis quotidiennement. Nos résultats montrent que notre activité s'inscrit dans les mêmes paramètres qu'avant. Nous ne nous laissons pas intimider et espérons que nous continuerons à avoir les mêmes résultats dans les années à venir, à condition qu'on nous laisse faire notre devoir. Si la législation est modifiée et nous ne pouvons plus enquêter sur les personnes qui détiennent des fonctions importantes, il est évident que notre activité en souffrira.

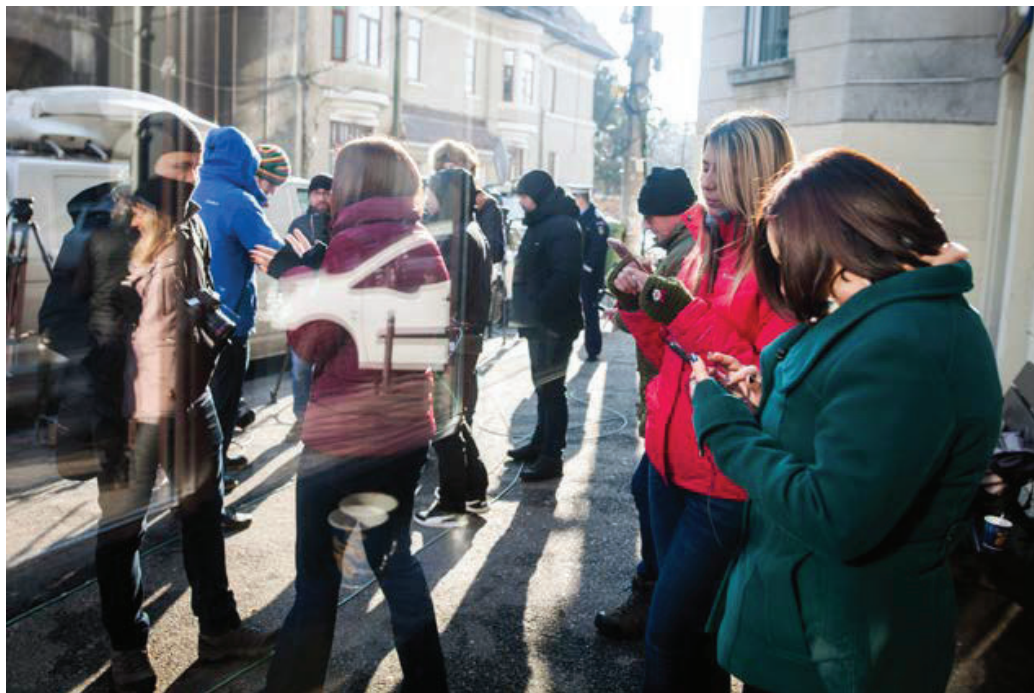
Propos recueillis par Mihaela Rodina



Des preuves suite à une enquête sont classées dans un dossier qui partira à la Haute Cour de Cassation et de Justice.







Devant la DNA, des journalistes attendent des personnalités suspectées de corruption ou liées à un scandale de corruption.



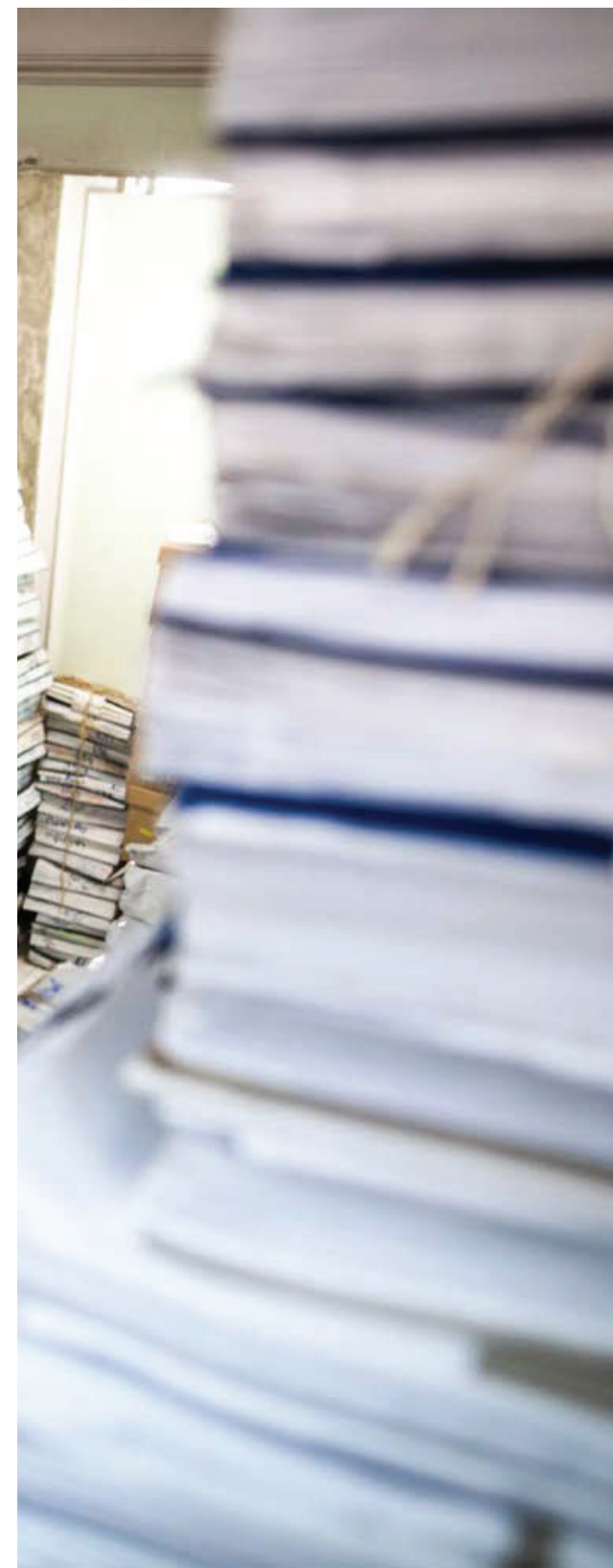
Avocat bucarestois au milieu des caméras.



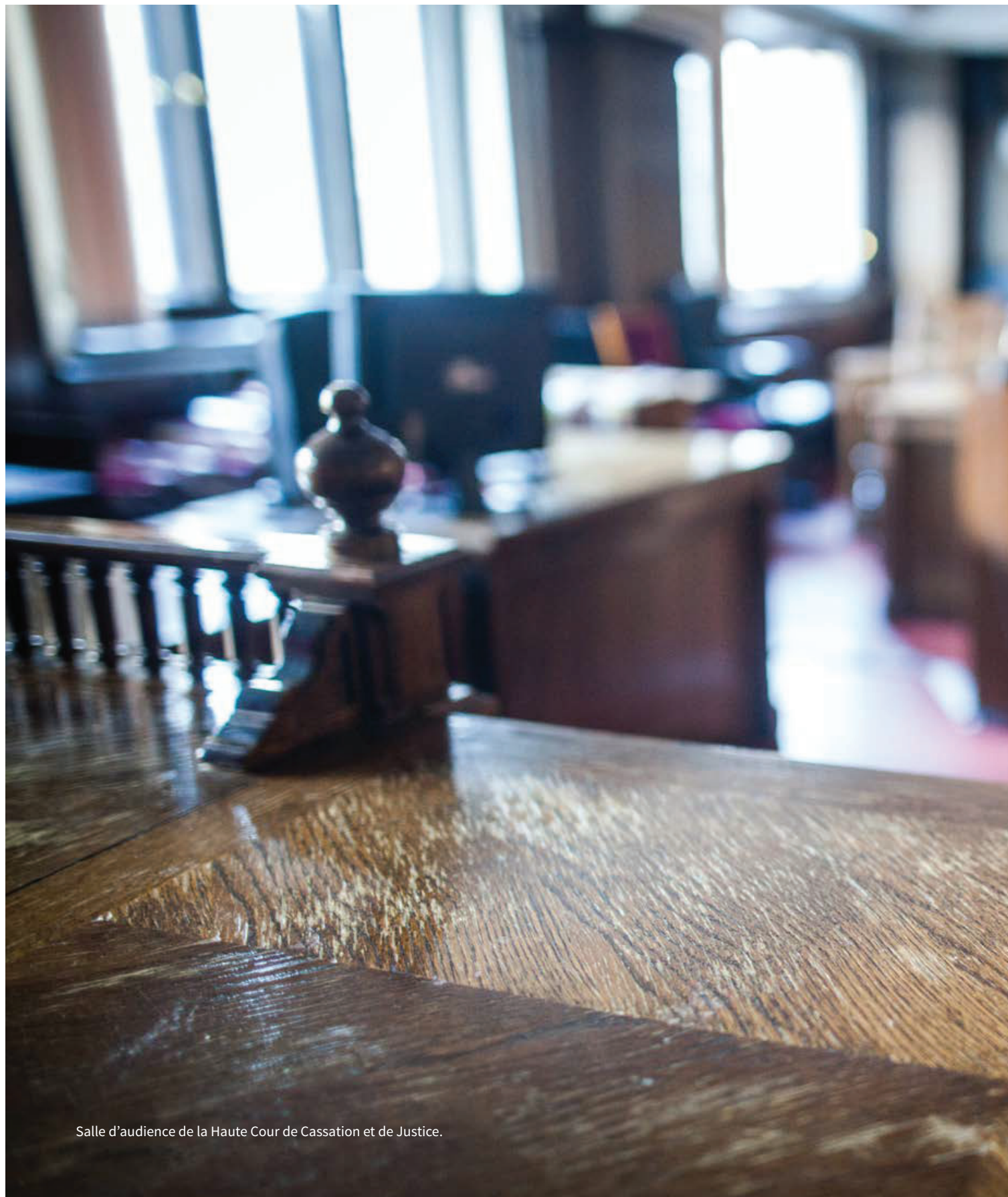
Siège de la Haute Cour de Cassation et de Justice, rue Batiștei (nr 25), à Bucarest.



À l'intérieur de la Haute Cour de Cassation et de Justice.



Piles de dossiers dans les couloirs
de la Haute Cour de Cassation et de Justice.



Salle d'audience de la Haute Cour de Cassation et de Justice.



Qui sont les Hongrois ?

Propos recueillis par Hélène Bienvenu

Pour répondre à cette vaste question dont la réponse ne peut qu'être partielle, *Regards* s'est entretenu avec Ludovic Lepeltier-Kutasi, franco-hongrois, directeur de publication du site d'informations francophones Hulala (www.hu-lala.org) qui couvre l'actualité des pays d'Europe centrale. Il rédige actuellement une thèse de géographie sur un quartier populaire de Budapest.

Regard : À quel espace géographique les Hongrois se sentent-ils appartenir ? À l'Ouest, au centre ou à l'Est de l'Europe ?

Ludovic Lepeltier-Kutasi : La question de l'appartenance de la Hongrie à l'Est ou à l'Ouest de l'Europe traverse l'histoire du pays depuis la fondation de l'État à la fin du 19^{ème} siècle. Lors de la christianisation du pays, on a opposé Rome à Byzance ; lors des conquêtes ottomanes, l'Europe chrétienne à la puissance musulmane ; puis, durant la domination autrichienne, la modernité industrielle de l'Ouest à un nationalisme puisant une partie de ses sources dans l'Orient des tribus nomades. En réalité, il suffit de regarder une carte pour se convaincre du caractère de carrefour de la grande plaine hongroise au sein de l'Europe centrale. Ceci étant, la question de l'appartenance à une Europe centrale, définie de façon positive, c'est-à-dire au-delà de l'opposition Est/Ouest, est assez récente. L'affirmation du caractère centre-européen des quatre pays du groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie, ndlr) a sans doute été utile pour leurs dirigeants afin de se débarrasser de la notion de « pays de l'Est », utilisée au 20^{ème} siècle pour désigner le bloc soviétique. Pour autant, au sein de la population hongroise, appartenir à l'Ouest continue de résonner comme un critère de civilisation et de modernité. C'est vers l'Ouest que les regards se tournent encore, même s'il est vrai que le rêve ouest-européen semble s'être terni, notamment depuis la crise des réfugiés.

Quel rapport entretiennent les Hongrois avec leurs sept voisins frontaliers et les autres pays de la région ?

* En contradiction avec le principe des nationalités qui triomphe après la Première Guerre mondiale, le traité de Trianon de 1920 a pour conséquence de faire passer 3,3 millions de Hongrois sous domination étrangère (roumaine, yougoslave ou tchécoslovaque). La Hongrie perdra deux-tiers de sa superficie. Vécu comme un traumatisme historique, la demande de révision du traité est un point essentiel de la politique étrangère hongroise durant l'entre-deux-guerres et participe au rapprochement du pays avec l'Allemagne.

Les rapports entre les Hongrois et leurs voisins sont encore incroyablement marqués par l'histoire et ses blessures, notamment par le traumatisme du traité de Trianon *. La question des minorités magyarophones de Transylvanie et de la vallée du Danube est récurrente. Mais ces relations ne se limitent pas à une forme de revanchisme. Elles s'inscrivent également dans la complexité des rapports sociaux que pouvaient entretenir les populations autochtones roumaines et slaves face aux grands seigneurs terriens, souvent hongrois. Il reste beaucoup de non-dits sur le traumatisme de Trianon, qui ne touche pas la population hongroise de façon homogène. Le relatif succès de la sortie récente d'un ex-Premier ministre hongrois contre le droit de vote des « Hongrois d'outre-frontières », accordé par Viktor Orbán en 2010, l'illustre assez bien. Concernant les autres pays de la région, c'est, me semble-t-il, l'incompréhension, le manque de communication et l'absence de curiosité qui dominent. L'exemple le plus flagrant reste celui du tourisme hongrois en Roumanie, où le voyageur de Budapest préférera toujours une sortie dans le Pays sicule à la visite d'un monastère orthodoxe roumain. La Hongrie et ses voisins ont de ce point de vue un retard de plusieurs décennies sur des pays comme la France ou l'Allemagne ; très peu de programmes d'échanges, de projets transfrontaliers, un travail sur la mémoire quasiment absent. Si les classes moyennes élevées vont skier en Autriche et se baigner sur la côte adriatique, les mobilités entre ces pays restent globalement assez faibles.

Peut-on revenir sur les débats qui alimentent l'origine des Hongrois ?



On entend encore l’opposition entre les théories « finno-ougrienne » et « touranienne », impliquant une parenté avec les peuples turcs d’Asie centrale. Ce débat mêlant linguistique et archéologie des populations est pourtant réglé depuis longtemps : la langue hongroise est une langue finno-ougrienne avec un riche lexique turcique dont l’origine n’est pas forcément claire. Et puis l’on sait à peu près localiser la trajectoire des premiers Magyars entre les monts Oural et le bassin des Carpates. En fait, le principal traumatisme du traité de Trianon est d’empêcher les Hongrois de se penser pleinement comme une nation politique et de renvoyer les questions sur l’identité hongroise à de poussiéreux débats sur l’ethnicité magyare. Qui est le plus hongrois entre un Français naturalisé hongrois et un Sicule de Roumanie ? Pour beaucoup de dirigeants actuels, la réponse n’est pas tranchée. Mais cette ambiguïté est ancrée dans l’inconscient collectif ; alors que les Roumains ont les mots « maghiari » et « unguri » pour distinguer la nation ethnique et politique hongroise, la langue hongroise ne permet pas de penser ces concepts séparément.

Cette langue hongroise, impénétrable pour de nombreux locuteurs, confère-t-elle un sentiment d’unicité aux Hongrois ?

Ce qui fait la rupture avec les autres pays de la région, c’est effectivement cette langue qui n’est pas d’origine indo-européenne et représente un fort facteur d’isolation. La langue hongroise actuelle, standardisée et modernisée, est le produit d’un mouvement historique puissant, le romantisme nationaliste du 19ème siècle, qui a produit à la fois une œuvre littéraire foisonnante mais s’est également mué en instrument de domination sur les groupes slovaques, roumains, ruthènes et même croates. La langue hongroise actuelle a été taillée pour être la langue d’une grande nation moderne et dominatrice et elle s’est retournée contre elle-même en devenant le langage obscur d’un petit pays de l’ex-Europe de l’Est. Le sentiment qui domine, ce n’est donc pas tellement la singularité, c’est plutôt l’impression d’être incompris. Et c’est d’autant plus paradoxal qu’il existe une certaine unité dans la culture et les modes de vie avec les pays alentour. Sans doute que la pratique de l’anglais par les plus jeunes générations permet d’atténuer cet isolement.

Comment définir l’homme hongrois, qui est-il ? Et comment fonctionne la société hongroise ?

Il est difficile de répondre à cette question, d’autant qu’il me semble que les identités sociales prennent souvent le pas sur

les identités culturelles. Peut-être que la meilleure réponse est de décrire le fonctionnement de la société hongroise, que certains comparent à une poire pourrie : une élite économique réduite, suivie d’une classe moyenne haute citadine, issue en grande partie de l’intelligentsia, avec un capital social essentiellement assuré par le prestige du groupe et un capital culturel respecté. Puis le ventre mou de la société, avec la partie désargentée et provinciale de l’intelligentsia, l’ancienne classe moyenne communiste en plein déclassement, une faible classe ouvrière et enfin une frange importante de marginaux et d’exclus. À la fracture territoriale Est/Ouest s’ajoute la polarisation de Budapest, qui écrase l’ensemble du pays et attire les quelques jeunes formés originaires de province. Si les campagnes riches de l’Ouest se sont modernisées dans les années 1990, celles de l’Est se sont appauvries et ont vu se réactiver des rapports sociaux néo-féodaux, entre des notables localement puissants et une population, souvent d’origine rom, structurellement à l’écart du marché du travail. Il en résulte une société éclatée sans conflit qui cache beaucoup de frustrations

« **Le principal traumatisme du traité de Trianon est d’empêcher les Hongrois de se penser pleinement comme une nation politique et de renvoyer les questions sur l’identité hongroise à de poussiéreux débats sur l’ethnicité magyare.** »

collectives, où l’homme hongrois prendra des visages différents selon son milieu d’origine et les personnes auxquelles il sera confronté ; on pourra vanter son sens de la débrouille lorsqu’il partira travailler comme artisan en Autriche ou en Allemagne, son adaptabilité lorsqu’il se retrouvera serveur à Londres, mais aussi parfois son obséquiosité ou au contraire son arrogance.

À quoi les Hongrois aspirent-ils aujourd’hui ?

Selon une étude intitulée « Le rêve hongrois » publiée en octobre 2017 par le think tank Policy Solutions et la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung, 55% des Hongrois aspirent à des salaires et retraites plus élevés, 35% à une amélioration du système de santé, 25% à une réduction des inégalités patrimoniales. Et au-delà de 40 ans, la plupart des Hongrois disent ne plus trop se prendre à rêver.

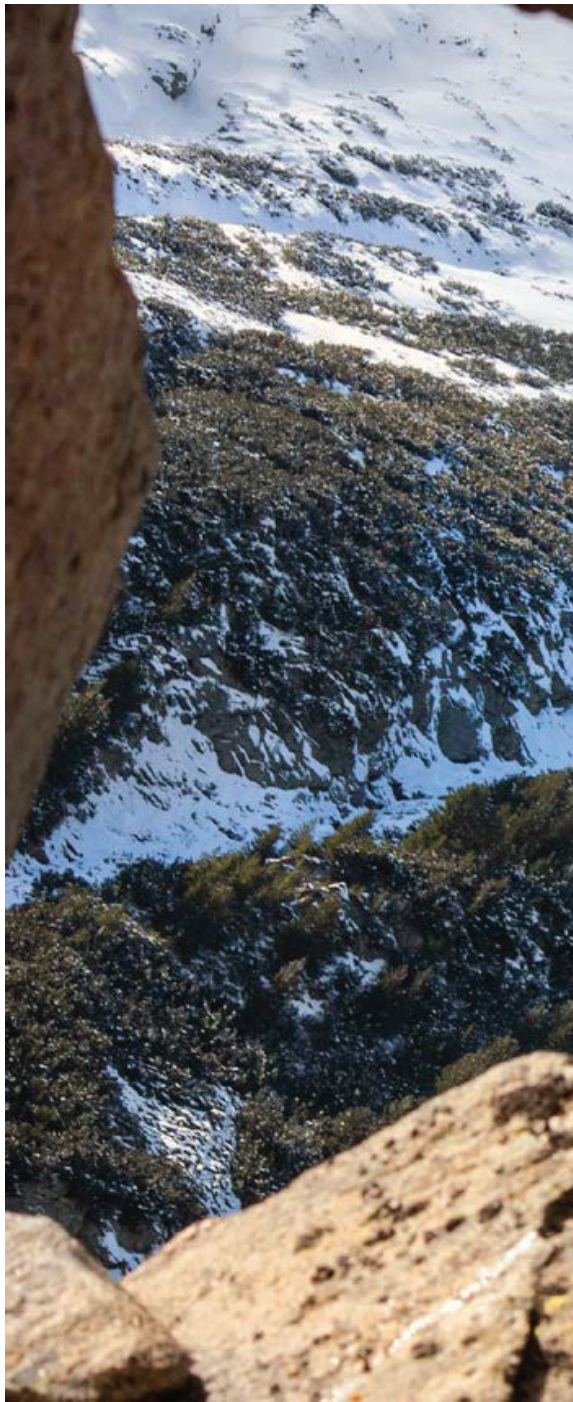
Élue station de ski la moins chère d’Europe en 2013 par le site de voyage Trip Index Ski qui comparait les tarifs de 41 stations majeures du continent – le forfait journalier coûte aujourd’hui environ 30 euros –, Bansko est à seulement deux heures de Sofia, la capitale bulgare. Ses 70 km de pistes situées entre 1100 et 2500 mètres d’altitude accueillent régulièrement des compétitions de la coupe du monde de ski ou de snowboard (janvier 2018), notamment grâce à l’ancienne gloire italienne Alberto Tomba qui adore la station bulgare. En 2016, Bansko a enregistré plus de 115 000 réservations hôtelières, dont 79 000 effectuées par des touristes étrangers.

La piste bulgare

Texte et photos : Dimitri Dubuisson



La station dispose de 44 canons à neige, 50% sont réservés aux pistes bleues, 11% aux rouges et 6% aux noires. Le plus long dénivelé fait quelque 5 km et il y a 7 km de pistes éclairées en soirée.



De mai à novembre, les pistes de ski sont également empruntées par les randonneurs. Le parc naturel de Bansko culmine à 2914 mètres d'altitude, abrite 45 espèces de mammifères et une flore comptant plus de 1300 espèces de plantes supérieures. Il fait partie du patrimoine de l'Unesco depuis 1983.



Ce pin de Bosnie de la famille des Pinacées, dénommé *Baykusheva mura* du nom de la personne qui le trouva, n'est pas n'importe quel arbre. Situé à 1930 mètres d'altitude, haut de 24 mètres et âgé de 1300 ans, il s'agirait du plus vieil arbre connu de Bulgarie, voire des Balkans.

Un téléphérique relie en 25 minutes les six km qui séparent le centre-ville des pistes. Bansko, située à 927 mètres d'altitude, a aussi l'avantage de disposer de plus de 150 monuments culturels. Le centre historique est lui aussi classé au patrimoine mondial de l'Unesco.



Propos recueillis par
Laurent Couderc,
envoyé spécial à Conakry
(invité par l’Union de la
presse francophone).
Photo : Philippe Cortes

Au cœur du métier

Du 20 au 25 novembre, la capitale guinéenne Conakry a accueilli les 46èmes Assises de l’Union de la presse francophone (UPF). *Regard* a assisté aux débats qui ont porté sur l’investigation journalistique et la transparence en particulier, mais aussi sur l’ensemble des problématiques qui touchent la profession.

Romaine Jean, présidente de la fondation Hirondelle (Suisse), productrice de télévision :

« Nous vivons une ère assez surprenante, nous avons permis que des sociétés transnationales s’adjugent la quasi-totalité des revenus publicitaires des médias traditionnels, et nous avons laissé se répandre sur le Net des milliers de sources plus que douteuses générant des “fake news” (informations non vérifiées et souvent fausses ou exagérées, ndlr). (...) Aujourd’hui, tout le monde se croit journaliste, les réseaux sociaux ont accentué le phénomène, et cela me semble inquiétant. Car le travail de journaliste répond à des droits et des devoirs. »

« L’information n’a désormais plus de valeur économique, le métier de journaliste s’est précarisé notamment parce que la publicité va vers les géants américains ou certains sites spécialisés. Il est clairement en danger, le modèle économique est à réinventer. Aussi, je pense que le journalisme d’investigation est plus que jamais nécessaire. »



Lors du discours de clôture de Jean Kouchner, secrétaire général de l'UPF. Sur la scène, le président de la république de Guinée, Alpha Condé.

Christophe Champin, directeur adjoint chargé des contenus numériques à Radio France Internationale (RFI) :

« Il faut évidemment être présent sur les réseaux sociaux, même si ce sont des plates-formes que nous ne maîtrisons pas réellement et qui peuvent à tout moment modifier leurs algorithmes (opérations informatiques, ndlr). (...) Je pense qu’il est important d’être le plus visible possible en proposant des informations vérifiées, même si Facebook, par exemple, pose un problème éthique car pour y être vu, il faut payer. Mais ce n’est selon moi qu’un tuyau, un moyen de faire passer l’information, Facebook n’est pas un média. »

Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction du journal L’Humanité (France) :

« Les fausses informations ne datent pas d’aujourd’hui, mais les réseaux sociaux ont accéléré leur propagation. Un journaliste sur le terrain permet de faire face à ce genre de fausses nouvelles, mais il est devenu rare, d’autant qu’il faut produire de plus en plus vite. Selon moi, l’espérance d’une information citoyenne via Internet a péri. Il est cependant nécessaire de continuer à se battre pour la protection des droits d’auteur, d’éduquer à la critique des informations et des médias, et surtout de regagner du temps. L’enjeu démocratique est fort. L’une des solutions serait peut-être que les journalistes constituent une sorte d’AOC (appellation d’origine contrôlée, ndlr) afin que les informations crédibles puissent être reconnues. »

Julia Cagé, normalienne, professeur d’économie à Sciences Po Paris, membre de la Commission économique de la Nation (CEN, France) et du Conseil d’administration de l’Agence France-Presse (AFP) :

« Il est crucial de bâtir des murs infranchissables entre la publicité et l’éditorial. En France, Bernard Arnault, le patron de LVMH, a récemment menacé le quotidien *Le Monde* de le priver de publicités suite à des révélations sur son usage de paradis fiscaux. On peut également noter que *Les Échos* ou *Le Parisien*, des titres qui appartiennent à monsieur Arnault, se sont gardés de couvrir de façon exhaustive le scandale des Panama et Paradise papers. (...) Il s’est passé la même chose de l’autre côté de la Manche, quand le journal *The Daily Telegraph* n’a pas voulu couvrir le scandale d’évasion fiscale impliquant la banque HSBC de peur de perdre des revenus publicitaires – ce qui a d’ailleurs mené à la démission de l’éditorialiste Peter Osborne en signe de protestation, ndlr. »

« De façon générale, l’actionnariat de la presse francophone est complexe et manque de transparence. Et de plus en plus d’actionnaires des médias sont extérieurs au secteur de la presse, ce qui crée des conflits ; des pans entiers de l’économie ne sont plus traités par certains médias par crainte de représailles de la part de leurs actionnaires. (...) Et je vois de plus en plus de médias prêts à des compromis inquiétants, à réaliser davantage de publi-reportages. »

« Selon moi, l’une des solutions serait de créer une société des médias à but non lucratif, dont les principaux actionnaires seraient les journalistes et les lecteurs. Cela va prendre du temps, mais c’est sans doute la seule façon de protéger l’indépendance éditoriale des journaux et d’assurer leur pérennité. Il faudrait aussi penser à taxer les grands agrégateurs tels Google ou Facebook qui envahissent toujours plus le secteur de l’information, ce qui permettrait aussi de financer les professionnels du métier. »

Pierre Ganz, journaliste, vice-président de l’Observatoire de la déontologie d’information (ODI, France) :

« Nous assistons à une concurrence tous azimuts sur le Web. La pression sur les journalistes est d’autant plus forte qu’il faut aussi gérer l’intervention du public et des commentaires. Et pour rester dans le coup, le journaliste est souvent poussé à recopier et reproduire une info le plus rapidement possible. On n’a plus le temps de suivre les dossiers. Par ailleurs, la décision de publier ou pas une information ne revient plus nécessairement aux rédactions mais aux algorithmes d’Internet qui prennent le contrôle. (...) Face à tout cela, je dirais que sur les réseaux sociaux, un journaliste doit rester professionnel, même s’il n’écrit pas au nom d’un journal mais en son nom personnel. Il faudrait aussi prendre davantage de recul par rapport à certains faits. Enfin, la presse devrait davantage s’adresser à l’intelligence des gens plutôt qu’à leurs émotions ou habitudes. »

Dania Ebongue, journaliste-blogueur, Yaoundé Café (Cameroun) :

« Il y a plusieurs acteurs sur le Web, alors que fait-on avec ceux qui ne sont pas journalistes en termes de déontologie ? Mon blog

Hors frontières

(Yaoundécafé, ndlr) n’est pas un journal, il n’est pas encadré par une rédaction, mais il a aussi une audience. Je me dois donc de respecter certaines normes déontologiques. (...) Je considère ce blog comme le prolongement de ma passion pour le journalisme, avec un peu plus de liberté éditoriale. »

Lovasoa Robary, rédactrice en chef du quotidien L’Express (Madagascar) :

« La pression des annonceurs est une grande contrainte. Nous-mêmes à *L’Express* sommes soumis à cette pression. Certains patrons, tout comme les autorités, n’hésitent pas à modifier des articles avant publication ou à nous amener des textes déjà rédigés. Et je ne compte plus les journalistes directement recrutés par les cabinets ministériels. »

Jean-Paul Agboh Ahouetele, président du Conseil national des patrons de presse (Togo) :

« Les relations incestueuses entre la presse et les pouvoirs économique et politique sont presque officielles au Togo. Tous les attachés de presse sont d’ailleurs des journalistes en activité. Et je dirais que la moitié des contenus publiés sont payés, les publi-reportages masqués foisonnent. »

Jeanine Jalkh, grand reporter au journal L’Orient-Le Jour (Liban) :

« Au Liban, seuls 3% des appels d’offre sont transparents. C’est la raison pour laquelle les partis politiques s’étripent pour obtenir les ministères les plus lucratifs. Les organismes de contrôle essaient de reprendre la main, mais c’est très difficile. Tout cela demande beaucoup de rigueur journalistique, de soutien et d’harmonie au sein d’une rédaction. »

Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF) :

« Sur les 180 pays que nous couvrons, le tableau s’assombrit chaque année. Nous observons des dérives dans beaucoup de pays. Il y a de nombreuses tentatives de contrôle de l’information de la part des pouvoirs politique, économique ou religieux. (...) En Amérique latine, les journalistes souffrent des narcotrafiquants et des politiciens corrompus qui les manipulent. En Afrique, la difficulté est souvent que les pouvoirs politiques n’apprécient pas la contradiction. »

Adrien Sénécat, journaliste au quotidien Le Monde (France), membre de l’équipe des Décodeurs :

« Nous avons récemment travaillé sur une vidéo très largement diffusée sur le web, mettant en scène le président français se lavant les mains après la visite d’une usine. En effectuant des recherches, nous avons découvert qu’il s’agissait d’un montage grossier de deux vidéos filmées à deux moments différents. En réalité, le président français se lavait les mains après avoir touché une anguille lors d’une visite chez des pêcheurs. »



Couverture du numéro 11 de notre supplément en roumain sorti début décembre (1200 exemplaires sur papier recyclé / 28,5 cm sur 42,5 cm / 8 pages). Ic

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale
Jacqueline Laye

Secrétaire de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Mihai Barbu
Hélène Bienvenu
Valentina Budur
Carmen Constantin
Nicolas Don
Dimitri Dubuisson
Aline Fontaine
Ioana Lazăr
Marine Leduc
Matei Martin
Dan Popa
Mihaela Rodina
Isabelle Wesselingh

Maquette
Q-T-RAZ

Agences, photos et illustrations
Mihai Barbu
Georgian Constantin
Philippe Cortes
Dimitri Dubuisson
Aline Fontaine
Marine Leduc
Daniel Păun

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Web master
Marius Weber

REGARD remercie ses partenaires



Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Abonnement pour 12 mois (4 numéros) 75 RON en Roumanie (40 euros à l'étranger, le timbre coûtant 7,10 euros pour l'envoi d'un exemplaire)	Abonnement pour 24 mois (8 numéros) 140 RON en Roumanie (80 euros à l'étranger, le timbre coûtant 7,10 euros pour l'envoi d'un exemplaire)	Abonnement numérique Gratuit via l'abonnement papier
--	---	---

en ligne : catalina@regard.ro, www.regard.ro / par téléphone : + (4) 0742 204 402



GLOBAL FINANCE:
«Safest bank in ROMANIA»
2017

UNE RAISON DE PLUS
POUR CROIRE DANS UN AVENIR CERTAIN

TA BANQUE. TON EQUIPE



GROUPE SOCIETE GENERALE

WWW.BRD.RO

